



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Au bord de la guerre avec la Russie, les Ukrainiens semblent résignés ... mais préparés	Page 2
Cyberattaque en Ukraine : le ministère des Affaires étrangères ukrainien affirme avoir des "indices" de l'implication russe	Page 5
En cas d'invasion de l'Ukraine ou de Taïwan, l'armée américaine aurait-elle déjà perdu?	Page 6
Ukraine : une attaque de la Russie provoquerait «une riposte», prévient Emmanuel Macron	Page 9
Ukraine, le tombeau de l'Europe	Page 10
Une guerre majeure toujours possible et moins improbable	Page 12
Sahel : que se passe-t-il autour de la Task Force Takuba ?	Page 16
Mali : Wagner, une société pas toujours bien vue en Russie	Page 19
Armée française: bonjour la Roumanie, au revoir le Mali !	Page 21
La Corée du Nord lance son plus puissant missile depuis 2017	Page 23
Maroc: pourquoi Mohammed VI se rapproche de la Chine	Page 25
Kazakhstan, encore une révolution que personne n'a vu venir	Page 26
Crise au Kazakhstan : entre alliances diplomatiques et intérêts stratégiques, pourquoi la Russie intervient-elle ?	Page 28
Barochez - Le grand jeu de Poutine en Asie centrale	Page 30
Sombres perspectives pour 2022	Page 32
IN MEMORIAM	Page 39



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Au bord de la guerre avec la Russie, les Ukrainiens semblent résignés... mais préparés

Par James Marson | The Wall Street Journal - 25 janvier 2022 à 12h45

Même si le pays s'est habitué à l'instabilité, les habitants considèrent la situation actuelle comme différente des précédentes



Des usagers d'un tramway, à Kiev, où la vie quotidienne ordinaire suit, pour l'instant, son cours.
Anastasia Vlasova for The Wall Street Journal

KIEV, Ukraine — Le spécialiste de l'informatique Danylo Kovzhun a appris à ses enfants à utiliser un pistolet. Le pâtissier Roman Nabozhniak forme ses collègues à la gestion de son entreprise pour pouvoir se concentrer sur le combat contre les Russes. Le propriétaire du bar Vitaliy Kyrychenko garde, lui, son réservoir d'essence plein au cas où il devrait partir précipitamment.

Depuis sa pleine indépendance en 1991, et avant même le début de la guerre en 2014, l'Ukraine a toujours eu du mal à dégager une impression de stabilité. Mais, avec 100 000 soldats russes regroupés à ses frontières, qui menacent de déclencher le plus grand conflit terrestre en Europe depuis les années 1940, les habitants se disent que, cette fois, la situation est différente.

« Il est devenu presque normal de dire : "Encore, un nouveau truc", explique M. Kovzhun, 46 ans. Mais, d'un autre côté, il y a un sentiment de peur. Je pense que ça va être un cauchemar, comme en Syrie. C'est la seule chose dont les Russes sont capables. »

M. Kovzhun fait partie de ceux qui, en 2014, ont soutenu l'armée en lui fournissant vêtements, nourriture et équipements au moment où les forces étaient à bout de souffle. Les gens ordinaires sont prêts à mettre la main à la pâte à nouveau, dit-il, ajoutant : « Nous connaissons la marche à suivre. »

Au cours des huit années passées depuis que la Russie a attisé le conflit dans l'Est de l'Ukraine, la vie dans la capitale, Kiev, s'est poursuivie. La guerre a été circonscrite à l'Est, où l'armée ukrainienne se cantonne principalement à échanger des tirs d'artillerie et via des snipers avec les séparatistes sous contrôle russe le long de lignes de front pour l'essentiel figées. Même si 14 000 personnes sont mortes, pour beaucoup, la réalité de la guerre est à peine perceptible.

Aujourd'hui, le président ukrainien Volodymyr Zelensky invite la population à poursuivre ses activités normalement. La menace d'une invasion à grande échelle n'est pas nouvelle. Lors d'une allocution télévisée mercredi, il l'a qualifiée de « rumeurs de voisinage ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Dans la période soviétique, l'Ukraine a plus que pris sa part de douleur et de souffrance, que ce soit à cause de la famine massive provoquée par Staline, de certaines des plus grandes batailles de chars de la Seconde Guerre mondiale ou de la désolation causée par l'explosion nucléaire de Tchernobyl en 1986. Et, depuis sa sécession de l'URSS en 1991, le pays peine à trouver ses marques.

« Des millions de personnes sont enterrées ici. Depuis toujours, tous les cent ans, il y a des combats violents dans la région. Nous aurons de très lourdes pertes. Mais je ne pense pas que la Russie soit capable de vaincre notre pays. »

L'ombre de la Russie plane désormais au-dessus d'une nation qui a commencé à épouser les mœurs occidentales et se débat avec une corruption et une pauvreté endémiques. Beaucoup d'Ukrainiens se disent cependant déterminés à se battre pour protéger leur démocratie naissante.

« Des millions de personnes sont enterrées ici, rappelle M. Kovzhun. Depuis toujours, tous les cent ans, il y a des combats violents dans la région. Nous aurons de très lourdes pertes. Mais je ne pense pas que la Russie soit capable de vaincre notre pays. »

Ces derniers jours, les responsables ukrainiens ont exhorté la population à rester calme, craignant que Moscou ne tente de profiter d'une panique. Les responsables se plaignent aussi des alertes lancées par les Etats-Unis au sujet d'une invasion russe, qui, selon eux, pourraient provoquer de l'affolement.

Lire aussi

«Biden est prêt à tout pour l'Ukraine, sauf la guerre»

Poutine est joueur, et l'Ukraine est son plus gros pari

Ukraine: «Les armes américaines et russes ont leurs limites»

Ukraine: «Allo, l'Europe? Désolé, ce numéro n'est pas attribué...»

Des Ukrainiens influents publient des conseils sur Facebook avec un hashtag signifiant #nous sommes prêts. Un psychologue pour enfants décrit ainsi comment préparer les plus jeunes aux situations d'urgence comme les bombardements et les incendies et comment leur parler de la guerre sans les traumatiser.

Cette stratégie consistant à apaiser la population semble jusqu'à présent fonctionner. Il n'y a pas eu de panique dans les banques. La monnaie n'a que peu baissé par rapport au dollar américain contrairement aux crises précédentes qui avaient poussé les habitants à se débarrasser de leurs hryvnias.

Lundi dernier, l'actualité a encore été marquée par des dissensions politiques internes, dans la veine de toutes celles qui paralysent les initiatives déployées par l'Ukraine depuis trente ans pour devenir un pays pouvant prétendre à rejoindre l'Union européenne et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Des milliers de personnes se sont rassemblées pour soutenir l'ex-président Petro Porochenko, aujourd'hui leader de l'opposition, qui, accusé de trahison, comparaissait devant un tribunal.

La manifestation, très suivie, s'est prolongée toute la journée près de l'hôtel Hyatt Regency, où se trouvait un groupe de sénateurs américains en mission, et s'est poursuivie le lendemain, lorsque M. Porochenko a été autorisé à rester libre dans l'attente de la poursuite de l'enquête. L'ancien président nie avoir commis des actes répréhensibles.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

A Kiev, dans le quartier Podil — connu pour ses cafés branchés, ses immeubles d'habitation Art nouveau et son marché construit sous l'ère soviétique — les gens continuent de vivre comme d'habitude

Récemment, on pouvait ainsi voir une dame âgée se promener dans la neige avec son carlin, vêtu d'un manteau et de chaussons imperméables assortis. La musique résonnait autour d'une patinoire installée sur une place qui accueillait un marché de Noël où les habitants sirotaient du vin chaud.

Le sujet de la guerre refait, malgré tout, surface ici et là. Dans un hôtel de luxe, un client américain a demandé s'il devrait continuer à payer sa chambre en cas d'invasion par la Russie.

Sur le marché historique de Zhytniy, les marchands s'inquiètent davantage de la récession et de la nouvelle vague d'infections à la Covid que de la situation militaire. Les clients, qui avaient l'habitude d'acheter un kilo de tvorog — un aliment proche du fromage blanc —, n'en prennent plus maintenant que 200 ou 300 grammes, explique Valentina Mykhailivna, une exposante de 69 ans, coiffée d'un bonnet de fourrure noir.

« Cela s'explique par le fait que les gens n'ont plus d'argent », précise-t-elle.

Ihor Ostapenko, 60 ans, qui tient un étal de fruits et légumes avec sa femme Svitlana, raconte qu'il n'a pas d'autre endroit où aller, dans un élan familier de résignation. « Les dirigeants vont partir, tout comme les hauts fonctionnaires. Ceux qui ont des millions. Mais pour nous, ce n'est pas possible. Nous n'avons pas les moyens. »

De l'autre côté de la route, au Pink Freud, le bar à cocktails de M. Kyrychenko, le manager Bohdan Chehorka dit qu'il n'était même pas au courant de la présence des troupes russes à la frontière ukrainienne avant que ses parents ne lui en parlent il y a quelques semaines.

Bohdan Chehorka, 30 ans, souligne ne pas avoir remarqué d'inquiétude particulière chez les clients qui prennent un café ou un cocktail. « Ma façon de me protéger est de ne pas regarder les informations », résume-t-il.

M. Kyrychenko, un homme de 36 ans aux cheveux peignés en brosse, explique qu'il a réuni ses proches en fin d'année dernière pour se préparer à diverses situations d'urgence, notamment les coupures d'électricité ou de téléphone. Il explique avoir préparé une valise avec des produits de première nécessité et trouvé un logement dans l'Ouest du pays, plus proche des Etats membres de l'Otan que sont la Pologne et la Slovaquie, au cas où il devrait partir rapidement avec sa famille.

Dans un sondage réalisé à la fin de l'année dernière, un tiers des personnes interrogées se déclaraient prêtes à prendre les armes si les Russes envahissent le pays

Propriétaire d'une boutique vendant des pâtisseries et des cafés, M. Nabozhniak, barbe et piercing dans le nez, indique que ce genre d'attitude l'a d'abord agacé au retour de son service militaire volontaire en 2016. Quelques jours après sa dernière opération, de retour à Kiev, il voyait les gens s'amuser dans les restaurants et les boîtes de nuit.

« C'était une situation délicate à gérer, dit-il. Ce que je pensais c'était : "Eh, il y a une guerre en Ukraine à quelques centaines de kilomètres d'ici." »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

L'homme de 31 ans a ensuite pensé que les choses devaient s'articuler ainsi : une armée professionnelle devait défendre le quotidien des gens pendant que le reste du pays continuait à vivre et à travailler. Il rappelle que sa motivation pour s'engager avait été de défendre le mode de vie de ses parents. « Je ne voulais pas qu'ils se terrent dans une cave », ajoute-t-il.

La semaine dernière, il a envoyé une note à ses employés avec des instructions pour gérer son entreprise, Veterano Brownie, au cas où il retourne se battre. Il s'est mis d'accord avec le propriétaire des murs pour que, si les choses tournent mal, il mette des planches sur la devanture du café. Il s'est aussi engagé à payer le loyer et les salariés aussi longtemps que possible. « J'étudie, je travaille, je promène mon chien. J'essaie même de sortir avec des femmes, raconte-t-il. La vie continue, que Poutine arrive ou pas. »

M. Kovzhun, l'ingénieur en informatique, a élaboré son business plan de guerre en buvant une bière au Barbakan, un bistrot délabré situé au coin d'une cour. Il souhaite exploiter ses compétences informatiques en collaboration avec des partenaires commerciaux situés en Lettonie pour fabriquer des armes susceptibles d'être utilisées par l'armée ukrainienne.

La Russie est peut-être en mesure de mener une attaque en s'appuyant sur des frappes aériennes et ses chars, mais elle ne sera pas en mesure de tenir toute l'Ukraine, assure-t-il. Les habitants avaient une opinion globalement positive de la Russie avant 2014, année où Moscou s'est emparée de la Crimée et a envoyé des combattants et des armes pour attiser le soulèvement séparatiste dans l'Est du pays.

Après cet épisode, beaucoup d'Ukrainiens se sont retournés contre la puissance impériale qui a historiquement dominé le pays, ce qui a suscité un élan de fierté nationale. Les habitants ont déboulonné la plupart des statues de Lénine et ils ont commencé à parler ukrainien plutôt que russe. Résultat, dans un sondage réalisé à la fin de l'année dernière, un tiers des personnes interrogées se déclaraient prêtes à prendre les armes si les Russes envahissent le pays.

Une alliance improbable s'est formée pendant la guerre entre les nationalistes, qui voulaient aller se battre immédiatement contre les Russes, et les intellectuels, qui ont collecté de l'argent et des équipements, mené des campagnes publiques et conçu et produit des équipements pour l'armée, notamment des drones de surveillance et, dans le cas de M. Kovzhun, des tourelles armées et télécommandées. Ces groupes sont prêts à reprendre du service, si nécessaire, assure ce dernier qui a récemment appris à ses enfants de 10 et 14 ans à démonter et remonter un pistolet et une carabine, ainsi qu'à les manipuler. « Je préférerais avoir une brasserie et acheter une maison au bord de la mer, reconnaît-il. Je préférerais ne pas être dans cette situation, mais j'y suis. »

Cyberattaque en Ukraine : le ministère des Affaires étrangères ukrainien affirme avoir des "indices" de l'implication russe

Le contenu des sites piratés n'a "pas été modifié et aucune fuite de données personnelles n'a eu lieu", affirme le service de sécurité ukrainien.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6



Une personne devant un ordinateur à Angers (Maine-et-Loire), le 25 avril 2021. (MAXPPP)

Article rédigé par franceinfo avec AFP
France Télévisions

Dix de ces sites ont fait l'objet de l'"ingérence non-autorisée", a ajouté le SBU, tout en assurant que "leur contenu n'avait pas été modifié et aucune fuite de données personnelles n'a eu lieu".

Plusieurs sites gouvernementaux ukrainiens ont été la cible vendredi d'une cyberattaque qui s'est produite dans un contexte de vives tensions entre Kiev et Moscou, accusé de préparer une invasion de son voisin ukrainien.

Au total, 70 sites internet gouvernementaux ont été visés dans la nuit de jeudi 13 janvier à vendredi 14 janvier. C'est qu'a décompté le service de sécurité ukrainien (SBU). Côté diplomatie, l'Ukraine a affirmé avoir des "indices préliminaires suggérant que des groupes de pirates

En cas d'invasion de l'Ukraine ou de Taïwan, l'armée américaine aurait-elle déjà perdu ?

Comment défendre Taïwan et l'Ukraine ? La Maison Blanche a choisi la voie de la diplomatie et du dialogue avec Moscou et Pékin. Mais le Pentagone se prépare à toute éventualité et à des opérations exigeantes.

Face aux ambitions territoriales de la Russie et de la Chine, les États-Unis maintiennent une double posture. D'une part, ils préconisent la désescalade et la négociation, comme en témoignent les échanges de Joe Biden avec Vladimir Poutine et Xi Jinping et les discussions annoncées pour la semaine prochaine avec les Russes. D'autre part, ils conservent cependant une position résolument martiale. Une position qui ne passe pas (encore ?) par le déploiement de garnisons permanentes en Ukraine et à Taïwan, comme c'est le cas en Allemagne et désormais en Pologne sur le théâtre est-européen et au Japon et en Corée du Sud sur le théâtre sud-asiatique.

Le président Biden a ainsi encore récemment bien précisé qu'il n'envisageait pas d'installer des bases militaires permanentes en Ukraine (photo ci-dessous US Army). Toute implantation durable serait considérée comme pour le moins « très inamicale » par le Kremlin et coûterait cher aux contribuables US (ce que la Rand Corporation annonçait déjà dans une étude de 2013).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Quant au soutien US à Taïwan, il s'inscrit uniquement dans la fourniture d'armement (47,6 milliards de dollars entre 1950 et 2021) ; la quarantaine de soldats stationnant actuellement dans l'île constitue un détachement dérisoire comparé aux forces US qui y ont été basées jusqu'en 1972.

Il n'en reste pas moins que la Maison Blanche et le Pentagone observent d'un œil inquiet ce qui peut passer pour de la gesticulation militariste pour les uns ou de grandes manœuvres préparatoires à un engagement de haute intensité pour d'autres. Vladimir Poutine, tout à son rêve de reconstituer la grande Russie d'antan et de bâtir un glacis à sa frontière à l'ouest, a déjà démontré sa détermination quasi-impérialiste en Crimée. Son homologue chinois Xi ne cesse de rappeler que Taïwan, l'île rebelle depuis 1949, reviendra fatalement dans le giron de la Chine continentale dont l'intégrité nationale est primordiale. Cette volonté hégémoniste chinoise et le risque d'une invasion de Taïwan représentent "le plus menaçant des défis à la sécurité des intérêts américains", comme l'écrivaient, le 9 décembre dernier, David Ochmanek et Michael O'Hanlon, deux chercheurs de la Rand Corporation.

Or, les États-Unis sont bien décidés à protéger tant l'Ukraine que Taïwan des appétits russo-chinois. Comment faire sans y déployer des effectifs dissuasifs et sans exacerber les humeurs belliqueuses, et même bellicistes, de Moscou et de Pékin ? Et tout en sachant que la côte est américaine est à 4 860 km de l'Ukraine et que la côte ouest est à près de 11 000 km de Taïwan (située, elle, à 160 km de la Chine).

Voler au secours

En termes stratégiques, la réponse américaine à tout aventurisme militaire russe ou chinois passe d'abord par le pré-positionnement de moyens humains et matériels à proximité des éventuels théâtres d'opérations. C'est une mesure dissuasive certes mais elle relève surtout d'une planification opérationnelle préventive.

En Europe, après leur retrait massif des années 1990, les forces US sont désormais de retour. Aux deux unités déployées en permanence en Italie (173^e brigade parachutiste) et Allemagne (2^e régiment de cavalerie) s'ajoutent depuis 2016 deux brigades tournantes (une brigade blindée et une brigade d'hélicoptères) qui s'entraînent en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie et dans les pays baltes. Au total, quelque 60 000 militaires US sont stationnés en Europe dont 34 500 en Allemagne (photo ci-dessus, des Bradley US en Allemagne).

Dans le Pacifique et en Asie, le Pentagone peut compter sur les moyens de ses bases de Hawaï (50 000 hommes) et de Guam (7 000), sur ses garnisons du Japon (53 000) et de Corée du Sud (26 400). Il peut aussi disposer d'infrastructures aéronavales et terrestres aux Philippines et en Australie.

Des stocks d'équipements sont aussi prépositionnés à proximité des zones de conflits potentiels. L'armée de Terre (l'US Army) dispose ainsi d'APS (Army Pre-Positioned Stocks) au Japon et en Corée et d'un troisième embarqué sur une flottille qui croise dans l'océan Indien. L'USMC (le corps des marines) peut compter, lui, sur deux stocks embarqués dans les navires de ses maritime prepositioning ship squadrons : un MPSRON dans l'océan Indien, l'autre dans le Pacifique. Quant à l'US Air Force, elle prépositionne du matériel et des munitions sur 23 sites dans le monde ; une dizaine de ces PWRM (prepositioned war reserve materiel) sont situés dans la zone indo-pacifique.

En Europe aussi existent de tels stocks. L'US Army y a installé 6 APS (photo US Army ci-dessous) et l'US Air Force 5 PWRM. Pour leur part, les marines disposent d'un site en Norvège.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Ces stocks, entretenus et modernisés à des rythmes pas toujours satisfaisants, permettraient d'équiper en armes, en véhicules et en matériel divers des forces rapides d'intervention en provenance du territoire métropolitain. Par exemple, les MPSRON transportent de quoi équiper jusqu'à 15 000 marines susceptibles d'être acheminés par la voie aérienne et d'être rapidement engagés dans des opérations de combat à l'étranger.

Protéger mer et air

A ce prépositionnement doit s'ajouter une sérieuse capacité de projection à longue distance pour déployer les troupes, d'abord celles qui s'équiperont via les stocks déjà sur place puis celles qui viendront combler les pertes aux combats qui s'annoncent lourdes dans un contexte de haute intensité. D'où le besoin d'importants moyens aériens et maritimes.

Malgré les moyens colossaux de ses forces d'active et de réserve, l'armée américaine affrète de nombreux navires (rouliers, tankers, porte-conteneurs) et avions dans le secteur commercial. Ainsi, aux 140 bâtiments de transports de la flotte de réserve de l'US Navy, s'ajoutent 60 navires civils fournis par 14 armateurs. La Civil Reserve Air Fleet permet, quant à elle, de recourir aux services de 24 compagnies aériennes qui disposent de 450 appareils de transport stratégique.

Cependant, tant les navires que les avions-cargos, surtout civils, constituent des cibles vulnérables. Les États-Unis devront donc protéger les fameuses et cruciales LoC (lines of communication), ce qui mobilisera des moyens militaires de défense contre les incursions navales et maritimes des Russes et des Chinois dans l'Atlantique et dans le Pacifique.

Le facteur temps

Tous ces préparatifs capacitaires déjà éprouvés en temps de paix (en Europe depuis 2016, par exemple) ou lors d'opérations comme les Guerres du Golfe (1991 et 2003) permettront-ils aux États-Unis et à leurs alliés d'Europe et d'Asie d'intervenir à temps en cas d'invasions russe ou chinoise ?

Il est clair que seuls d'efficaces moyens de renseignement peuvent permettre de déceler les mouvements de troupes et d'anticiper des actions offensives ennemies. C'est actuellement le scénario aux frontières de l'Ukraine où les Russes auraient massé quelque 100 000 soldats : l'Otan y surveille attentivement les activités russes dont Moscou affirme que ce ne sont que des exercices.

Mais une force d'invasion, tant russe que chinoise, aurait toutes ses chances d'atteindre ses objectifs avant que Washington ne lance une riposte massive. Surtout que les forces US en Europe et au Japon et en Corée seraient certainement en partie neutralisées par des attaques cyber et électroniques et par des frappes aériennes visant leurs infrastructures terrestres et leurs moyens navals. Ainsi, Guam, voire Hawaï, et la flotte du Pacifique ne seraient pas à l'abri des missiles chinois à longue portée.

Prises de vitesse et en partie neutralisées en Europe et en Asie, menacées lors de leurs transits aériens et navals, les forces américaines s'engageraient donc dans la bataille en état d'infériorité. C'est ce que confirment des simulations américaines : sur 18 wargames simulant une attaque chinoise contre Taïwan et une riposte US, le score a été de 18 à 0, "et le 18, ce n'est pas celui de l'équipe américaine", a révélé, lors d'une rare confidence, Robert Work, secrétaire adjoint à la Défense jusqu'en 2017.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

D'où la conclusion de Christan Brose, ancien conseiller militaire du sénateur John McCain et auteur de *The Kill Chain : Defending America in the Future of High-Tech Warfare* : une guerre pour Taïwan "pourrait être perdue en quelques heures ou en quelques jours, alors qu'il faudrait aux Américains des semaines ou des mois pour être en position de se battre »" Son jugement vaut tout autant pour l'Ukraine
ouest-france.fr

Ukraine : une attaque de la Russie provoquerait «une riposte», prévient Emmanuel Macron

Par l'Opinion - 26 janvier 2022 à 6h47

Le chef de l'Etat a précisé mardi 25 janvier qu'il allait demander des « clarifications » à Vladimir Poutine sur les intentions de Moscou à l'égard de l'Ukraine. Selon Emmanuel Macron, « la Russie est en train de devenir une puissance de déséquilibre »

Les tensions entre la Russie et l'Ukraine étaient au centre des discussions lors du déplacement d'Emmanuel Macron à Berlin, en Allemagne, mardi 25 janvier. Le chef de l'Etat a ainsi déclaré qu'il allait demander à son homologue russe Vladimir Poutine des « clarifications » sur les intentions de Moscou à l'égard de l'Ukraine, prévenant qu'une attaque de la Russie contre son voisin provoquerait une riposte avec un coût « très élevé ».

Emmanuel Macron, qui a rencontré le chancelier allemand Olaf Scholz, a aussi souligné que les Occidentaux étaient « pleinement engagés » au côté de Kiev, sur fond de tensions croissantes avec Moscou en dépit de multiples discussions diplomatiques depuis le début du mois.

Déséquilibre. « Nous ne pouvons que constater que la Russie est en train de devenir une puissance de déséquilibre », a déclaré Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse commune avec Olaf Scholz, notant que les actes de déstabilisation d'anciens Etats soviétiques « se multiplient ».

Le président français a toutefois indiqué qu'il ne fallait « pas abandonner » le dialogue avec la Russie et que celui-ci devait se poursuivre dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Il a annoncé qu'il s'entretiendrait vendredi par téléphone avec Vladimir Poutine. L'Elysée avait indiqué lundi soir qu'Emmanuel Macron s'entretiendrait cette semaine avec le président russe et avec le président ukrainien Volodymyr Zelenski.

Olaf Scholz a lui aussi prévenu Moscou que tout menace contre l'intégrité territoriale de l'Ukraine entraînerait un « coût très élevé pour la Russie », disant cependant ne pas vouloir spéculer sur les intentions de Vladimir Poutine. Le chancelier a toutefois défendu mardi la position du gouvernement allemand qui, depuis plusieurs années, a « de ne pas livrer d'armes létales », a-t-il dit.

Annexion. Fait rare, le président américain Joe Biden s'est dit mardi disposé de son côté à imposer des sanctions directes contre Vladimir Poutine en cas d'invasion de l'Ukraine.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Les grandes puissances occidentales craignent une nouvelle offensive de la Russie, qui a annexé la péninsule de Crimée en 2014 et a massé ces derniers mois plusieurs dizaines de milliers de soldats à la frontière ukrainienne. Moscou, qui nie toute intention belliqueuse et impute les tensions aux Etats-Unis et à l'Otan, demande des garanties sécuritaires de la part des Occidentaux — celle, notamment, que l'Alliance transatlantique ne s'élargira pas à l'Est pour inclure l'Ukraine. D'après l'agence de presse RIA, citant l'armée russe, des préparatifs militaires avec plus de 6 000 soldats ont débuté dans un district du sud du pays, frontalier de l'Ukraine, alors que le Kremlin s'est dit préoccupé par la mise en alerte par les Etats-Unis de 8 500 soldats en vue d'un éventuel déploiement en Europe de l'Est. Une hypothèse toutefois écartée par Joe Biden.

(Avec Reuters)

Ukraine, le tombeau de l'Europe

Alors qu'elle s'éveille péniblement d'une longue hibernation causée par la COVID 19, l'Europe redécouvre le son des bruits de bottes. Elle avait trouvé confortable de sortir de l'histoire et de confier à d'autres les tracas de la puissance. Elle en découvre le prix.

On accuse ainsi la Russie de nourrir de noirs desseins à son encontre. C'est sans doute vrai, mais le jeu est un peu plus complexe qu'une partie entre des démocraties sur la défensive et un potentat expansionniste.

C'est faire beaucoup d'honneur à Vladimir Poutine que de lui attribuer la responsabilité de la crise actuelle. Certes, le sens de la démocratie ne l'étouffe pas et ses qualités premières ne semblent être ni la douceur, ni la tempérance. En cela, il est d'ailleurs assez représentatif de l'image que l'on se fait de l'âme russe. Rendons néanmoins à César ce qui est à César et aux ultra-nationalistes ukrainiens ce qui leur appartient : c'est parce que ces derniers ont allègrement piétiné les droits de leurs compatriotes russophones que la situation s'est dégradée. Ce n'est qu'ensuite que le président russe a saisi l'opportunité d'assurer définitivement à son pays le contrôle du grand port de Sébastopol. Conforme aux vœux de la population, mais contraire au droit international, l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 reste dans les mémoires.

La question du Donbass, elle, traîne. Le maître du Kremlin médite-t-il vraiment l'annexion des régions frontalières de l'Ukraine ? À dire vrai, son pire cauchemar serait plutôt de partager une frontière avec un pays de l'OTAN. Pourquoi diable envahirait-il donc un État tampon dont essentiel à son système stratégique ? On ne voit pas bien qui pourrait empêcher l'armée russe de saisir le Donbass sous les acclamations de ses habitants si l'envie lui en prenait. Si ce n'est pas arrivé, c'est tout simplement parce que Moscou n'y a pas intérêt.

Certains éléments pourraient cependant modifier la donne. Une action synchronisée avec une entreprise chinoise sur Taïwan pour saturer les capacités américaines de réaction et bouleverser l'ordre mondial ne serait pas sans séduction. Sans aller jusque-là, les questions de sécurité liées à son environnement proche rendent la Russie très nerveuse et pourraient la pousser à une réaction brutale — la Géorgie en a jadis fait les frais. Or, Kiev ne se prive pas de provoquer Moscou, ne serait-ce qu'en affichant son souhait de rejoindre l'alliance Atlantique, et refuse tout compromis. Pourquoi ? Parce que l'annexion du Donbass par la Russie est ce qui pourrait arriver de mieux aux Ukrainiens.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

La rupture définitive avec cette région étant à peu près actée, le tout pour les dirigeants ukrainiens est désormais d'en tirer tout le parti possible. Une intervention directe des forces russes serait un choc mais comblerait probablement leurs vœux. Ils passeraient par pertes et profits les régions hostiles de l'Est et, en contrepartie, forceraient la main des démocraties pour obtenir leur intégration à l'UE et à l'OTAN. Il serait moralement très difficile de les leur refuser après l'invasion d'une partie de leur territoire.

En revanche, la question se pose de savoir où s'arrêteraient les troupes russes une fois mises en mouvement. L'invasion de l'Europe est-elle à craindre ? Probablement pas. Vladimir Poutine ne lui veut aucun bien, ne soyons pas naïfs. Mais il n'est pas idiot. Défendre ses intérêts au détriment de ceux d'une Europe qu'il méprise, oui. L'envahir militairement, c'est plus douteux. En dehors d'un soir de zapoï à la mauvaise vodka, l'idée d'un défilé de chars T-14 Armata à Berlin ou sur les champs Élysées ne doit guère l'effleurer. Il n'aurait pas grand-chose à y gagner, à part le risque d'une guerre totale avec les Etats-Unis. En dehors de quelques raids en profondeur, son armée se contenterait donc vraisemblablement d'agir dans les limites de l'Ukraine russophones. Elle n'en ferait pas moins peser une menace crédible qui lui permettrait d'exercer un chantage militaire inacceptable à l'encontre des Européens.

Et les Américains dans tout cela ? Ils jouent à se faire peur et, surtout, à faire peur aux Européens. Ils pratiquent depuis des années l'enemy building, cherchant des noises aux Russes, qui n'ont guère besoin d'être poussés pour montrer les dents, afin d'empêcher toute velléité d'autonomie stratégique européenne. Lorsque l'ours russe fort de ses 2700 chars grogne, les Polonais tremblent et les Allemands réalisent que leurs fonctionnaires syndiqués en uniforme ne feraient pas le poids là où la Wehrmacht elle-même a échoué jadis. Donc, il ne reste qu'à supplier les Américains d'assurer leur protection, quitte à les payer pour cela et à leur acheter des F-35 plutôt que des Rafales. Washington fait financer son complexe militaro-industriel par les Européens qui éprouvent le besoin de se protéger d'une menace russe objective mais attisée si ce n'est créée... par la politique américaine.

Notre faiblesse nous a enfermés dans un piège stratégique. La Russie ne sera jamais notre alliée ; nos valeurs et nos intérêts géopolitiques divergent trop pour cela. En revanche, elle devrait être un partenaire avec lequel entretenir un dialogue exigeant mais ouvert. La politique américaine a tout fait pour éliminer intelligemment cette option. Les Américains, sont et resteront en dernier recours nos alliés naturels. Ils le savent et en jouent. Que Moscou ait été poussé par Washington à durcir ses positions n'ôte rien au fait que ses démonstrations militaires massives en Europe sont intolérables et appellent une réponse. La France n'a d'autre choix que de réaffirmer son soutien total à ses alliés orientaux et d'y renforcer sa présence militaire — d'autant plus que les Russes s'affirment également comme nos compétiteurs au Levant et en Afrique.

L'OTAN protège le vieux continent mais, paradoxalement, il attise simultanément les menaces qui pèsent sur lui. Trop faible pour faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts, les nations européennes sont prises dans un dangereux étau entre Russes et Américains. La reconquête de l'autonomie stratégique européenne est un impératif pour notre sécurité. Espérons que la France, traditionnelle puissance d'équilibre, parvienne à en convaincre ses partenaires. Malgré les inévitables interférences de la campagne électorale nationale, Paris saura-t-il saisir l'opportunité de la présidence européenne pour faire avancer ce projet ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

Une guerre majeure toujours possible et moins improbable

À l'heure où la pression militaire russe autour de l'Ukraine fait craindre une offensive imminente, la formule que Raymond Aron utilisait en 1948 pour décrire l'équilibre nucléaire de la guerre froide - « Paix impossible, guerre improbable » - est-elle encore valable ? « Paix toujours impossible, guerre un peu moins improbable » pourrait-on lui répondre aujourd'hui. Dans un cas comme dans l'autre, la guerre dont on parle n'est pas n'importe quel affrontement armé, mais une guerre dite « majeure », entre grandes puissances. La question de l'obsolescence des guerres majeures a suscité depuis la parution de *Retreat from Doomsday : The Obsolescence of Major War* de John Mueller (1989) un débat important en anglais, avec des ramifications en français. Dans les années 1990 et 2000, la thèse majoritaire semblait être celle de « l'absence de risque de guerre majeure, au plan international, entre les grandes puissances ». Cela a changé depuis. Dans un article de 1999 intitulé « Is Major War Obsolete ? », Michael Mandelbaum défendait encore la thèse de l'obsolescence. Dans un article de 2019 intitulé « Is Major War Still Obsolete ? », il estimait que la guerre majeure était « moins obsolète » qu'avant, c'est-à-dire qu'elle était « devenue moins improbable ».

L'évolution de cette perception est due non seulement à des raisons structurelles, comme la montée en puissance de la Chine, mais aussi à des progrès technologiques, avec le développement d'armes déstabilisant la dissuasion traditionnelle, et à des événements révélateurs, comme l'annexion de la Crimée en 2014 et la guerre du Donbass depuis. La publication début novembre 2021 de la Vision stratégique du chef d'état-major des armées (CEMA) français confirme que l'objectif est désormais que nos forces soient « prêtes en permanence à faire face à un conflit majeur, agissant dans tous les milieux et champs de confrontation ». Ces derniers mois, la rumeur persistante de l'imminence d'une (nouvelle) invasion russe de l'Ukraine - qu'elle soit ou non crédible - a de nouveau reposé la question de la possibilité, et de la probabilité, d'une guerre majeure.

Pourquoi il est difficile de répondre à la question Le débat sur l'obsolescence des guerres majeures en est d'abord un sur la définition : de quoi parle-t-on exactement ? La notion est doublement vague, d'abord parce que la guerre elle-même ne fait l'objet d'aucune définition consensuelle (la question de son seuil, en particulier, est problématique : à partir de quel degré de violence et/ou d'organisation, et de combien de victimes, peut-on parler d'une « guerre » ?) ; ensuite parce que l'épithète « majeure » est avant tout une question de perception. Majeure pour qui ?

Du point de vue de l'État qui la mène, une guerre majeure est une opération dans laquelle il engage d'importants moyens. Le général Lecointre parlait de ce « moment où une nation ou une société va être obligée de concentrer l'essentiel de ses efforts humains, matériels, financiers, économiques, pour défendre son modèle de société, sa culture, son existence même ». Pour cette raison, la guerre majeure est une condition nécessaire mais insuffisante de la guerre totale, qui ajoute un enjeu idéologique s'exprimant notamment par une « volonté d'anéantissement de l'ennemi » et « la contamination par la guerre de tout l'espace politique ». Mais du point de vue des hommes et les femmes qui font la guerre ou qui en subissent les effets, la question n'a tout simplement pas de sens, car toutes les guerres sont majeures. Il n'y a pas de guerre « mineure », car l'emploi de la force armée, comme toute décision de tuer, n'est jamais anodin.

Cela étant dit, quand on parle de « guerre majeure », ce n'est pas en général par opposition à des guerres qui seraient « mineures » et qu'on serait bien en mal de nommer. C'est plutôt pour l'opposer à la guerre « irrégulière » ou « asymétrique » - ce qui signifie, en creux, que la guerre majeure est comprise comme régulière ou symétrique, c'est-à-dire basée sur le choc frontal entre deux armées de puissance similaire. De ce point de vue, la guerre majeure serait un conflit de haute intensité. Les deux ne doivent toutefois pas être confondus : d'une part, les guerres majeures ne sont pas nécessairement de haute intensité. Elles pourraient même ne pas être « chaudes » si, comme l'historien Georges-Henri Soutou, l'on estime que la guerre froide était une guerre majeure. Ou elles peuvent ne pas être tout le temps de haute intensité, comme semble l'indiquer le CEMA dans sa Vision stratégique



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

qui formule « l'hypothèse d'un engagement majeur, incluant des phases de haute intensité dans tout ou partie des milieux et des champs ». D'autre part et inversement, toutes les guerres de haute intensité ne sont pas des guerres majeures, comme en témoigne le cas de la guerre du Nagorno-Karabakh de 2020.

Dans la littérature anglophone initiale, les « guerres majeures » désignent en général « des conflits armés se déroulant à grande échelle entre grandes puissances industrielles, et dans lesquels la technologie joue un rôle décisif ». Mais cette définition, qui a été élaborée en référence aux deux guerres mondiales, est discutable : la technologie est-elle forcément un critère ? La guerre majeure n'implique-t-elle forcément que des grandes puissances ? Est-elle forcément interétatique ? Les exemples de guerres majeures cités dans la littérature scientifique sont généralement des conflits armés internationaux : cela signifie-t-il pour autant l'impossibilité pour une « guerre civile » d'être qualifiée de majeure ? L'un des symptômes de la crise de l'ordre westphalien étant la multiplication des acteurs non étatiques, dont certains ont une ambition transnationale, à quoi ressemblerait une guerre majeure post-westphalienne ?

En outre, si les guerres majeures sont des guerres entre grandes puissances, le résultat n'est pas le même selon que l'on parle de puissances politiques ou militaires. Politiquement, il faut distinguer entre des puissances qui sont grandes globalement (une guerre majeure impliquerait au moins deux membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies par exemple) et d'autres qui le sont régionalement (de sorte que les guerres Iran-Irak, Israël-Égypte, Argentine-Royaume-Uni auraient pu être qualifiées de « majeures »). Militairement, les guerres majeures seraient celles « entre États dotés de moyens offensifs et défensifs appartenant au haut du spectre capacitaire (armées de terre plus robustes dotées de moyens de frappe à distance, aviation de combat de 4e ou de 5e génération, forces navales sous-marines et de haute mer, missiles à longue portée sol-sol, mer-sol et sol-air, armes hypersoniques, moyens spatiaux autonomes). » Si les guerres majeures sont des guerres intenses et/ou longues, alors elles n'impliquent pas nécessairement de grande puissance et la deuxième guerre du Congo, appelée aussi « première guerre continentale africaine », opposant la République Démocratique du Congo à ses voisins de 1998 à 2002, pourrait être considérée comme une guerre majeure. Et si les guerres majeures sont des guerres ayant un impact global, alors le conflit israélo-palestinien, ou la guerre d'Afghanistan et l'invasion de l'Irak dans le cadre de la guerre américaine mal nommée « contre le terrorisme », seraient des guerres majeures.

Quoi qu'il en soit, et c'est la conclusion inévitable de toute tentative de définition, la notion de « guerre majeure » reste vague. Elle semble désigner un affrontement armé direct et à grande échelle entre deux grandes puissances, alors que ce qui qualifie exactement cette puissance, comme la durée et l'intensité du conflit, peuvent donner lieu à des interprétations diverses, voire divergentes.

Elle pose par ailleurs une difficulté psychologique. Pour nous qui vivons dans des continents pacifiés, il nous est particulièrement difficile d'admettre que des guerres majeures sont encore possibles parce que cela reviendrait à admettre la possibilité de notre destruction totale, donc à imaginer l'inimaginable, penser l'impensable. C'est ce qu'on appelle en psychologie l'évitement défensif : la tendance à refuser de percevoir et de comprendre un stimulus qui serait extrêmement menaçant. Elle fait partie des principales perceptions erronées de la menace en relations internationales. Dans la réponse à cette tentation de l'évitement, certains États sont plus avancés que d'autres : la Suède, notamment, qui a une doctrine de « défense totale », se prépare militairement et psychologiquement à l'éventualité d'une guerre majeure, et y prépare sa population.

Pourquoi les guerres majeures sont improbables Les guerres majeures restent improbables pour une série de raisons. D'abord, des raisons liées à l'évolution des conflits armés. C'est une banalité de le rappeler : la guerre interétatique est « en voie de quasi-disparition ». Les conflits dits irréguliers ou asymétriques sont devenus la norme. La guerre du Nagorno-Karabakh de 2020 qui a vu s'affronter l'Azerbaïdjan et l'Arménie est l'exception qui confirme la règle, et pour cette raison l'on a d'ailleurs cherché à en tirer des enseignements.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Cela ne veut pas dire que la violence ou même la guerre en général décline : cette thèse fameuse, popularisée notamment par Steven Pinker dans son ouvrage à succès *The Better Angels of Our Nature* (2011), est contestée de manière convaincante par plusieurs chercheurs, notamment Bear F. Braumoeller qui montre que la baisse apparente des violences est un artefact statistique (il faudrait qu'elle se prolonge pendant une centaine d'années pour pouvoir parler de tendance, et pas de fluctuation). Ce qui est exact est que ce type particulier de guerre que sont les conflits armés internationaux (c'est-à-dire les guerres interétatiques), a fortiori ceux d'entre eux qui peuvent être qualifiés de « majeurs », est aujourd'hui moins fréquent.

Pourquoi ? Pour des raisons réalistes, libérales et constructivistes. Les réalistes l'expliquent par l'accroissement de la puissance destructrice des armements, qui a rendu prohibitif le coût des guerres majeures. C'est vrai en premier lieu des armes nucléaires : comme le rappelle Nicolas Roche, « L'objectif de la dissuasion est la prévention des guerres majeures ». Les libéraux y voient plutôt le fruit du développement des institutions et des normes, en particulier la prohibition de l'usage de la force (*jus contra bellum*) ; de la gouvernance mondiale ; de la démocratisation (c'est la théorie de la paix démocratique) ; ou encore le développement du commerce international et de l'interdépendance. En 1957, Karl Deutsch introduit même l'idée de « communauté de sécurité » dont les membres partagent un sentiment d'appartenance, de sympathie et de confiance mutuelles qui semble exclure la possibilité de la guerre. Le constructivisme qui émerge dans les années 1990 prolongera cette approche en s'intéressant aux perceptions des intérêts et des identités. L'ensemble de ces explications - réalistes, libérales et constructivistes - sont complémentaires et non exclusives.

Cette moindre probabilité des guerres majeures est en soi une bonne chose - cette « débellicisation » est à la fois un symptôme et une cause du « progrès humain » - mais elle pose un certain nombre de problèmes. D'abord, parce que nos armées qui s'adaptent aux menaces perdent la masse, le format et les équipements nécessaires à la conduite d'une guerre majeure. Et, dans les démocraties libérales au moins, il est difficile de convaincre la population et les politiques de financer un effort de défense pour se préparer à une forme de conflit qui peut leur sembler très improbable.

Ensuite, parce que ce n'est pas seulement la guerre majeure qui disparaît, mais la guerre tout court qui se recompose dans des états de violence sans nom. « La guerre est un mécanisme de cantonnement de la violence (seul un petit groupe se bat au nom de tous dans un espace limité) et l'hostilité sociale ayant besoin de vecteurs d'expression, moins la violence est cantonnée dans la guerre, plus elle s'écoule en dehors ». Le risque de cette « dilution de la guerre » est alors son remplacement par une conflictualité permanente, un état généralisé de « guerre avant la guerre » qui ne présente aucune garantie de rester sous le seuil puisqu'il s'agit du premier stade du continuum, donc d'une pente glissante, entre compétition, contestation et affrontement.

Pourquoi les guerres majeures sont toujours possibles et moins improbables Les relations internationales sont devenues particulièrement volatiles. L'été 2014, que le ministre français des Affaires étrangères de l'époque avait appelé « l'été de toutes les crises » parce qu'il concentrait la plupart des symptômes du désordre mondial (Ukraine, Syrie, Irak, Sahel, Libye, Israël/Palestine, mer de Chine, Ebola), avait joué un rôle de révélateur de l'état de nature hobbesien dans lequel les relations internationales semblent revenues. Depuis, la tension n'est pas retombée : les crises s'enchaînent et certaines s'aggravent. Le fait qu'aucune d'entre elles n'ait pour l'instant escaladé jusqu'au seuil d'une guerre majeure ne signifie pas que ce serait impossible. Certaines crises en ont le potentiel, pour les raisons suivantes.

Ces turbulences sont principalement liées à l'état de transition de l'ordre mondial, qui est sorti du « moment unipolaire » des années 1990, dominé par les États-Unis, pour entrer non pas dans un monde « multipolaire » (qui relève davantage de la pensée désidérative que de la réalité), mais dans une phase de transition qui est une bipolarisation. L'affaiblissement de l'hégémon américain et le rattrapage chinois rendent la situation instable, augmentant mécaniquement le risque de confrontation armée entre les deux - c'est le « piège de Thucydide » décrit par Graham Allison.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Ce n'est pas le seul facteur : la diffusion de la puissance est également due à l'émergence d'autres acteurs étatiques et non étatiques et à la démocratisation des technologies destructives et de l'information, qui fait que les individus et les groupes peuvent plus facilement qu'avant projeter leur puissance, comme l'illustre ce qu'on a appelé « l'hyperterrorisme » ou le « terrorisme militarisé ».

La question est de savoir dans quelle mesure la multiplication des crises et le durcissement des relations internationales sont susceptibles de générer ou permettre une guerre majeure. « La guerre arrive parce que rien ne l'empêche », écrivait Kenneth Waltz. C'est l'un des axiomes du réalisme : le système international est anarchique au sens où il n'y a pas d'autorité supra-étatique détenant le monopole de la violence légitime et donc susceptible d'empêcher les conflits. De ce point de vue, rien n'empêche la guerre - sauf la force, c'est-à-dire la dissuasion nucléaire. En principe, rappelle Alice Guitton, « l'un des remparts contre toute guerre majeure, c'est bien sûr notre dissuasion nucléaire et sa crédibilité ».

Le problème est que ce rempart est effrité par plusieurs phénomènes. En Europe, les Russes déconstruisent l'architecture de sécurité et de maîtrise des armements, avec le retrait du traité sur les forces armées conventionnelles (FCE) et du traité Ciel ouvert, et la violation des traités New START (Strategic Arms Reduction Treaty) et sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI). À cela s'ajoutent des crises de prolifération locales : la Corée du Nord en premier lieu, mais également l'Iran dont le programme nucléaire continue de se développer (sans que l'AIEA puisse faire d'inspections depuis février 2021), comme son programme balistique - le paradoxe étant que, de leur point de vue, c'est précisément pour se prémunir contre un risque de guerre majeure que ces deux États développent des armes nucléaires. La Chine s'est aussi lancée dans la diversification et l'augmentation de ses têtes nucléaires - dont le nombre pourrait doubler dans la prochaine décennie. Certaines évolutions doctrinales sont également préoccupantes, lorsque des doctrines de dissuasion deviennent des doctrines d'emploi : plusieurs États, notamment la Russie, la Chine et la Corée du Nord, ont des pratiques qui relèvent clairement de l'intimidation nucléaire. Dans ce contexte, on observe l'affaiblissement de la dissuasion nucléaire comme modérateur d'initiatives belliqueuses. Une guerre majeure avec un usage limité d'armes nucléaires est déjà envisagée dans les doctrines russes, chinoises, pakistanaïses, indiennes, mais aussi américaines.

Trois régions en particulier présentent le plus grand risque de guerre majeure au moment d'écrire ces lignes : l'Asie, en particulier la péninsule coréenne et le détroit de Taïwan ; le Moyen-Orient où, après avoir été l'un des facteurs d'évitement d'une guerre majeure, le nucléaire (iranien cette fois) pourrait en déclencher une (commençant par des frappes israéliennes) ; et enfin l'Europe orientale, en particulier l'Ukraine. Comme l'écrivait Hew Strachan avant même l'annexion de la Crimée, « sur le Vieux Continent, l'insouciance des Européens de l'Ouest quant au danger d'une guerre majeure, d'une guerre entre États, ne doit pas être projetée telle quelle sur leurs alliés d'Europe centrale » qui eux ont toujours eu conscience que « leur proximité avec la Russie impliquait la persistance de vrais dangers ».

En dépit d'une impression d'accroissement du risque ces dernières années, cette sélection des « points chauds » de l'année 2022 est en réalité à peu près la même depuis la fin de la guerre froide, car elle est le produit de raisons structurelles. Dès les années 1990, l'Ukraine était déjà identifiée comme étant exposée à un risque de conflit majeur avec la Russie, ce qui faisait d'ailleurs dire à John Mearsheimer en 1993 que Kiev ne devrait pas renoncer aux armes nucléaires dont elle disposait à l'époque, la dissuasion étant sa seule chance face à Moscou. On connaît la suite de l'histoire : Kiev signe le mémorandum de Budapest par lequel elle accepte de se désarmer contre des promesses (de non-recours à la force et de respect de son intégrité territoriale) qui ne seront pas tenues. En 1999 également, Michael Mandelbaum estimait que « le détroit de Taïwan, la frontière russo-ukrainienne et peut-être aussi la péninsule de Crimée (.) sont les endroits les plus dangereux de la planète ». C'est toujours le cas.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

En conclusion, ce n'est certainement pas la fin des guerres majeures - une expression à prendre avec des pincettes puisqu'elle n'a pas de signification précise. Leur probabilité reste faible, mais le désordre mondial actuel les rend un peu moins improbables. Pour les anticiper et tenter de les prévenir, il faut non seulement savoir où et comment elles sont le plus susceptibles d'apparaître, mais aussi quelles formes elles pourraient prendre. Les guerres majeures futures ne ressembleront pas à la Seconde Guerre mondiale et la difficulté est précisément de s'extraire de cette imagerie qui fausse nos perceptions. En raison de la nature même des armements, mais aussi de l'« ivresse de la vitesse » qui caractérise l'évolution de la conflictualité et dont témoigne notamment le développement des armes hypersoniques, il y aurait notamment des raisons de croire que les guerres majeures futures seront relativement brèves et brutales, à l'opposé des conflits de plus basse intensité qui s'étirent au risque de devenir des « guerres sans fin ». Mais cela reviendrait sans doute à confondre la guerre avec l'une des opérations qui la composent, et qui par sa brutalité lui ferait dépasser temporairement un certain seuil. En réalité, un tel affrontement n'arriverait pas par hasard : il ne serait que le passage à l'acte d'une guerre qui était déjà majeure en puissance, tout en restant sous le seuil et en cultivant l'ambiguïté. Avant d'atteindre un point culminant qui la révèle comme telle, la guerre majeure commence plus discrètement, par des actions de « guerre hybride », voire de « guerre cognitive » qui, elles, s'inscrivent dans le temps long. De ce point de vue, la prochaine guerre majeure a déjà commencé.

lerubicon.org

Sahel : que se passe-t-il autour de la Task Force Takuba ?

DÉCRYPTAGE. Rien ne va plus entre le Mali et ses partenaires européens.

Principal enjeu : l'avenir de Takuba, portée à bout de bras par la France.

Par Le Point Afrique - Publié le 27/01/2022 à 20h30 - Modifié le 28/01/2022 à 10h03

Quelle est l'origine de la crise ? Sur fond d'escalade des tensions avec Bamako, le Danemark a annoncé jeudi 27 janvier le rapatriement de sa centaine de soldats déployés au Mali comme le demandait avec insistance la junte malienne, un nouveau coup dur pour la force européenne antidjihadistes portée à bout de bras par la France. « Les généraux au pouvoir ont envoyé un message clair où ils ont réaffirmé que le Danemark n'était pas le bienvenu au Mali. Nous ne l'acceptons pas et pour cette raison nous avons décidé de rapatrier nos soldats », a expliqué le ministre des Affaires étrangères Jeppe Kofod après une réunion au Parlement à Copenhague. « Nous sommes là à l'invitation du Mali. Les généraux putschistes – dans un jeu politique sale – ont retiré cette invitation [...] parce qu'ils ne veulent pas d'un plan rapide de retour à la démocratie », s'est-il insurgé.

À la surprise générale, la junte au pouvoir au Mali depuis le coup d'État de 2020 a demandé lundi soir au Danemark de retirer ses troupes, au motif que leur déploiement était « intervenu sans son consentement ». Celles-ci venaient d'arriver la semaine précédente, dans le cadre du groupement européen de forces spéciales Takuba mis en place par Paris.

Le Danemark avait d'abord rétorqué être présent dans le pays à la suite d'une « invitation claire » du régime malien, rappelant la position jusque-là favorable des autorités, y compris après le coup d'État. Mais le gouvernement malien de transition avait réitéré « avec insistance » sa demande dans la nuit de mercredi à jeudi. « Nous ne pouvons pas rester alors que le gouvernement du Mali ne veut



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

pas de nous », a justifié la ministre de la Défense, Trine Bramsen. « Nous ne voulons pas non plus être la risée de tous. » Le rapatriement des soldats va « prendre un peu de temps », a-t-elle dit aux journalistes. Si un calendrier précis ne peut être établi à ce stade, l'armée danoise juge, dans un communiqué, qu'il faudra « plusieurs semaines » pour ramener hommes et matériel au Danemark.

L'arrivée des soldats danois, prévue depuis le printemps 2021, avait été annoncée le 18 janvier. Aguerrie par sa participation à la plupart des interventions militaires occidentales depuis 20 ans (Afghanistan, Irak, Libye...), l'armée danoise avait déjà envoyé ces dernières années des renforts au Mali, pour certains au sein de la Minusma – force de l'ONU – et pour d'autres au sein de la force française Barkhane, dont des hélicoptères. Les officiers danois participant à la mission onusienne ne sont pas concernés par la décision de jeudi.

Que veut exactement le Mali ?

Le Premier ministre de transition malien Choguel Kokalla Maïga a justifié la demande faite au Danemark de retirer ses forces spéciales en affirmant que plus personne ne viendrait « par procuration » dans le pays. L'idée derrière ces propos pour la junte au pouvoir est de conclure des accords bilatéraux entre États. « Personne ne viendra plus au Mali par procuration. Avant, ça se faisait. Aujourd'hui, c'est fini », a appuyé Choguel Kokalla Maïga à des journalistes à l'occasion d'une rencontre avec le président de la commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, à la tête d'une délégation. « Si quelqu'un doit venir au Mali, on se met d'accord là-dessus », a insisté M. Maïga. « On a dit aux Danois : si vous voulez venir au Mali, c'est un engagement entre Danois et Maliens », a-t-il ajouté. « Ils viennent pourquoi ? Est-ce qu'ils ne viennent pas préparer quelque chose contre notre pays ? » a-t-il demandé.

Depuis que l'organisation des États ouest-africains Cedeao a imposé au Mali le 9 janvier des sanctions soutenues par la France et différents partenaires du pays, la junte s'arc-boute sur la souveraineté du territoire. Elle a riposté à la fermeture des frontières par la Cedeao en fermant ses frontières en retour. Elle soumet l'entrée des avions dans l'espace aérien du Mali à de nouvelles approbations et procédures. Elle dit par ailleurs avoir demandé la révision des accords de défense avec la France, engagée militairement au Mali et au Sahel depuis 2013.

Paris-Bamako : l'escalade... jusqu'où ?

Ce nouveau revers pour la force européenne antidjihadistes, qui avait demandé mercredi à la junte malienne de « respecter les bases solides de la coopération diplomatique et opérationnelle », intervient en pleine dégradation des relations entre la France, à la tête de la coalition, et le Mali. Cette détérioration s'est accélérée depuis que les militaires arrivés au pouvoir à la faveur d'un putsch en août 2020 sont revenus sur deux engagements : le premier concerne l'organisation en février 2022 des élections qui auraient ramené les civils à la tête du Mali. Et le deuxième, sorte de ligne rouge pour Paris, porte sur le groupe paramilitaire russe Wagner. Or, la communauté internationale, Européens et Américains ont attesté de la présence de plusieurs centaines de militaires russes déjà sur le sol malien.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

Mardi, la ministre française des Armées Florence Parly a accusé la junte malienne de multiplier « les provocations », ce à quoi un haut responsable de celle-ci lui a répondu avec comme « conseil » de se taire. Dans son communiqué mercredi soir, la junte estimait être en droit de recevoir « des excuses des autorités danoises », tout en évoquant la « très bonne réputation » du Danemark au Mali, en raison de son action en faveur du développement. « Nous les invitons à faire attention à certains partenaires qui ont du mal malheureusement à se départir des réflexes coloniaux », était-il écrit. Le Mali est un des pays prioritaires de l'aide danoise au développement. Entre 2017 et 2022, quelque 122 millions d'euros ont été consacrés au pays africain, notamment pour la décentralisation et les droits de l'homme, et de nombreuses ONG danoises et scandinaves sont actives au Mali.

Où en est la « Task Force Takuba » ?

La « Task Force » Takuba déployée au Mali, que le contingent danois s'apprête à quitter à la demande de la junte malienne, est un groupement de forces spéciales européennes créé en 2020 à l'initiative de la France, en vue de partager le fardeau au Sahel. Composée de soldats d'élite français et européens, Takuba (« sabre » en langue touareg tamasheq) doit aider les forces armées maliennes (FAMA) à gagner en autonomie. « La mission de Takuba est de concourir à la sécurité du Liptako [aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso, NDLR] en accompagnant les FAMA selon la logique du triple A : *Advise, Assist, Accompany* [conseiller, assister, accompagner] », expliquait en décembre à l'AFP le chef opérations de Takuba, le lieutenant-colonel Grégory. Un « mentoring » qui vise à permettre aux soldats maliens de reprendre pied dans ces territoires délaissés par l'État, réputés servir de sanctuaire à des groupes djihadistes.

Takuba opère aujourd'hui depuis les bases de Gao et Ménaka. Son périmètre d'action devait être à terme étendu plus à l'ouest, vers le Gourma malien, dans la boucle du fleuve Niger.

Cette Task Force compte actuellement près de 800 membres des forces spéciales, dont une moitié de Français, des Estoniens, des Tchèques, ainsi que quelques Portugais, Belges et Néerlandais au sein de l'état-major. Le départ récent d'un contingent suédois, dont le mandat vient d'arriver à terme, devait être compensé par le déploiement d'une centaine de Danois. Des forces spéciales roumaines, polonaises, portugaises devaient grossir les rangs dans les mois à venir.

L'éclosion de cette petite coalition ad hoc, chapeautée par l'opération antidjihadistes française Barkhane, a demandé de longs mois de tractations à Paris. Les interventions armées sont politiquement sensibles dans la plupart des pays européens qui ont besoin du feu vert de leur Parlement pour s'engager. Mais la France a finalement réussi à associer à la lutte antidjihadiste au Sahel une dizaine de partenaires européens, lui permettant d'amorcer une réduction de son empreinte militaire au Mali après neuf années de déploiement ininterrompu.

Takuba est également un objet politique pour Paris, alors que le président Emmanuel Macron a fait de l'Europe de la défense un des chevaux de bataille de son quinquennat.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Mais l'avenir de ce groupement européen est aujourd'hui menacé, alors que la junte multiplie les signes d'hostilité à l'égard de la France et de ses partenaires européens déployés au Mali. La France a engagé une « concertation approfondie » avec les pays contributeurs, qui comptent échanger vendredi lors d'une visioconférence pour statuer sur l'avenir incertain de Takuba. Le Niger voisin a d'ores et déjà fait savoir qu'il n'accueillerait pas cette task force.

Mali : Wagner, une société pas toujours bien vue en Russie

Par Jean-Dominique Merchet - 16 janvier 2022 à 12h38

Au grand dam de Paris, plus de 350 mercenaires russes sont déployés au Mali.

Mais, selon nos informations, la situation est plus compliquée qu'on ne le croit



Abdoulaye Diop rencontre Sergei Lavrov à Moscou, le 11 novembre 2021
Sipa Press

Les faits

Neuf ans après le début de l'intervention militaire française, le 11 janvier 2013, la présence française

au Mali se complique chaque jour un peu plus. La France n'est pas parvenue à s'opposer à l'arrivée de mercenaires russes et les autorités maliennes accusent Paris de violer son espace aérien avec des vols militaires. Sur fond de fortes tensions entre Paris et Bamako, les États voisins du Mali ont adopté des sanctions contre la « junte » qui refuse de céder le pouvoir, comme elle l'avait promis. A Paris, on cherche à gagner du temps en redoutant que la crise malienne ne s'invite dans la campagne présidentielle.

« C'est la faute à Wagner, c'est à la faute à Moscou ! » Sur un air célèbre, voilà le refrain que l'on entend à Paris pour expliquer – justifier ? – l'échec politique de l'opération Barkhane au Mali. La société militaire privée russe Wagner est vouée aux gémonies par les dirigeants français. Des « écorcheurs sans foi ni loi, qui viennent se payer sur la bête », entend-on. « Wagner est là pour soutenir la junte en faisant croire qu'ils viennent combattre le terrorisme », affirme le ministre des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian. Qu'en est-il exactement ? Selon les informations de l'Opinion, la communauté française du renseignement évalue la présence de Wagner au Mali « entre 350 et 400 hommes ». De son côté, le gouvernement du Mali nie toujours la présence de « mercenaires » sur son sol, comme l'a encore répété l'ambassadeur malien aux Nations Unies, le 13 janvier, en réponse aux déclarations des autorités françaises, qui se disent « très préoccupées ».

Ce qui complique les choses, c'est que le Mali reconnaît l'existence d'une « coopération d'État à État avec la fédération de Russie ». « Des instructeurs russes se trouvent actuellement au Mali pour conseiller et former les militaires maliens à l'utilisation du matériel acquis auprès de la Russie » explique ainsi l'ambassadeur du Mali à l'ONU. Les autorités françaises évoquent le chiffre de « plusieurs dizaines » de militaires russes, sans critiquer leur présence, conforme au droit international sur la coopération entre États souverains.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Les militaires russes fournissent notamment une assistance technique après la livraison, en octobre, de quatre hélicoptères Mi-17. C'est la version export du Mi-8, l'incroyable et rustique appareil russe, conçu pour le transport mais qui peut être armé. L'armée de l'air malienne possédait déjà d'autres hélicoptères de combat russes Mi-35, livrés en 2017 et 2018.

Image déplorable. La présence militaire russe au Mali n'a donc rien d'une nouveauté : elle remonte même au lendemain de l'indépendance. Les premiers contacts avec l'URSS date d'octobre 1960 et la coopération militaire et civile se sont poursuivis jusqu'à la disparition de l'Union soviétique. Puis la Russie a cherché à reprendre pied au Mali, et plus largement en Afrique, en réactivant ses réseaux traditionnels. Derrière Wagner, il est tentant de voir la « main de Moscou », selon l'expression de la guerre froide.

Selon nos informations, la situation est pourtant plus nuancée, car la société privée Wagner ne fait pas l'unanimité à Moscou. Une source française proche du dossier assure à l'Opinion que « le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou n'aime pas Wagner, parce que cette société projette une image déplorable de l'uniforme russe. C'est également le cas de certains diplomates russes qui redoutent les conséquences de l'arrivée de Wagner au Mali. » Un autre interlocuteur évoque les « conflits entre oligarques à Moscou ».

L'épisode de la bataille de Khasham, le 7 février 2018 en Syrie, illustre ces désaccords, voire les conflits entre Russes. Alors que les mercenaires encadraient une offensive de milices locales, une frappe aérienne américaine avait causé des pertes importantes à Wagner - le nombre exact des morts et blessés reste inconnu. Or, il n'y eut quasiment aucune réaction négative dans l'état-major russe en Syrie ou chez les officiels à Moscou. Au contraire, parfois.

Au Mali, la société Wagner pourrait-elle changer la donne militaire ? C'est loin d'être sûr. Si elle est parvenue à s'implanter en République centrafricaine, au grand dam de la France, elle s'est trouvée gravement en échec au Mozambique et, en Libye en 2019-2020, elle n'est pas parvenue à assurer la victoire au maréchal Haftar. Sur ce théâtre, le Service Action de la DGSE et les mercenaires de Wagner soutenaient le même camp, ce que l'on préfère oublier à Paris, où l'on assure toutefois qu'il n'y a jamais eu de « coordination » entre ces deux acteurs.

Paravent. Au Mali, l'affichage d'une coopération d'État à État sert de paravent au gouvernement pour masquer le déploiement des « mercenaires russes », largement confirmé par les sources occidentales et les observateurs indépendants. Il est toutefois difficile de savoir ce qu'ils font exactement : assurent-ils la protection du pouvoir, notamment face aux risques d'un nouveau coup d'État ? Appuient-ils les FAMa (Forces armées maliennes) contre les « groupes terroristes » ? Un épisode récent semble confirmer cette hypothèse, sans exclure la possibilité de la première.

Selon le journaliste Wassim Nasr de France 24, une attaque contre un convoi s'est produite le 3 janvier dans le centre du Mali « sur la route entre Bandiagara et Bankass ». Une vidéo semble confirmer la mort d'un « opérateur russe » - également annoncée par Le Monde. En réponse à cette attaque, les djihadistes auraient perdu des hommes. La localisation de cette attaque est importante : il s'agit du centre du Mali, à plus de 400 kilomètres au sud-ouest de la région de Gao, où la force Barkhane est déployée. Pour l'instant, militaires français et mercenaires russes n'opèrent pas dans le même secteur. Cela offre un prétexte bienvenu à la diplomatie française. Depuis des semaines, Paris répétait en effet qu'un déploiement de Wagner était « inacceptable », selon la ministre des armées Florence Parly, le 6 décembre sur RFI et France 24.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

En septembre, la même prévenait que le Mali « perdra le soutien de la communauté internationale » s'il faisait appel aux Russes. Ces menaces d'un retrait français et européen n'ont cependant pas suffi à dissuader les autorités de Bamako. La France se retrouve au pied du mur : Partir ? Rester ? Pour gagner du temps, l'entourage de Florence Parly tente d'expliquer que, pour l'instant, la situation n'est pas trop grave puisque les Russes, quoique présents dans le même pays, ne sont pas exactement dans la même région que les Français...

« Si Wagner opère là où on est, on ne pourra pas être au même endroit. Le risque d'interaction est difficile à accepter », entend-on au ministère des Armées. La France ne souhaite pas prendre de décisions sans y associer les Européens, présents à ses côtés au sein de la Task Force Takuba. Si la Suède a déjà annoncé le non-renouvellement de sa présence, d'autres pays – souvent voisins de la Russie – hésitent sur la conduite à tenir. Cela aussi offre un répit aux autorités françaises, qui craignent que le dossier malien ne s'impose dans la campagne présidentielle.

Armée française: bonjour la Roumanie, au revoir le Mali !

Par Jean-Dominique Merchet - 28 janvier 2022 à 12h45

La France devrait déployer un bataillon en Roumanie dans le cadre de l'Otan, alors que la dégradation politique au Sahel pourrait accélérer la fin de Barkhane



Soldat français de l'OTAN en exercice en Estonie
Sipa Press

L'armée française se prépare à « faire mouvement », selon l'expression en usage dans les casernes. Au cours des prochains mois, elle devrait réduire sa présence au Mali, tout en s'installant, pour la première fois, en Roumanie. Ce basculement est lié à l'évolution rapide de deux crises géopolitiques : le Sahel et l'Ukraine.

Lors de ses vœux aux armées, le 19 janvier au camp d'Oberhoffen (Bas-Rhin), le président Macron avait annoncé la disponibilité de la France à dépêcher des troupes en Roumanie dans le cadre des mesures de réassurance de l'Otan. Jeudi 27 janvier, en visite à Bucarest, la ministre des Armées Florence Parly a assuré que « la France a un rôle à jouer pour rassurer et protéger ses alliés » alors que « la situation sécuritaire est inquiétante sur le flanc est de l'Europe ». Le même jour, une première équipe de spécialistes français est arrivée en Roumanie pour étudier les conditions de ce déploiement. Selon les informations de l'Opinion, la proposition française porte un effectif qui pourrait aller jusqu'à un millier de militaires. C'est un volume important.

Ce déploiement n'est pas encore formellement décidé. Il devrait se faire dans le cadre de la « présence avancée renforcée » (Enhanced Forward Presence, EFP) de l'Otan, en Europe de l'Est. Cela nécessite un feu vert de l'Alliance atlantique, à Bruxelles. A l'état-major des armées, où l'on gère les effectifs avec parcimonie, on estime que le chiffre de 1000 Français ne sera pas atteint, en évoquant « moins de 800 ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Le complément serait fourni par un ou plusieurs autres Etats membres de l'Otan. On évoque la Belgique, les Pays-Bas, voire l'Italie ou le Royaume-Uni. Ce déploiement pourrait débuter dans les prochaines semaines pour atteindre sa pleine capacité à l'été. Roumains et Français cherchent actuellement un lieu pour accueillir ce bataillon français, avec son matériel. « On ne va pas les installer sous des tentes », indique un proche du dossier. Paris ne souhaite pas que ce soit trop près de la frontière avec l'Ukraine. La région de Sibiu en Transylvanie (centre) est envisagée. A Bucarest, la ministre des Armées a insisté sur la vocation défensive de cette présence. « Il ne faut pas énerver les Russes », assure une source diplomatique.

Matériel lourd. Le choix du matériel, et donc des unités, n'est pas tranché : s'agira-t-il de chars Leclerc ou du nouveau blindé léger Jaguar ? Ce dernier offre l'avantage d'être plus facilement exportable, au cas où... La Belgique est pour l'instant son premier client à l'étranger, d'où l'intérêt d'un déploiement commun avec ce pays. Le matériel lourd devrait arriver par voie maritime.

La Roumanie et la France sont liées par un « partenariat stratégique » depuis 2008, mais il s'est peu concrétisé au plan militaire. La Roumanie a toutefois commandé quatre corvettes Gowind à l'industriel Naval Group. Bucarest s'est également engagé à envoyer une soixantaine de militaires au sein de la Task Force Takuba, au Mali— si cette mission se poursuit.

Le déploiement français en Roumanie n'est pas le premier du genre en Europe de l'Est, mais il sera le plus important. Depuis 2017, dans le cadre de la mission Lynx, environ 300 militaires français sont régulièrement présents en Estonie ou en Lituanie. Il ne s'agit pas d'une mission permanente, mais d'une contribution aux bataillons britanniques (Estonie) ou allemands (Lituanie). En 2016, la France avait refusé de prendre la responsabilité d'un des quatre bataillons (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne) de l'Otan, déployés dans le cadre des mesures de réassurance face à la menace russe. Actuellement, 300 militaires français sont présents en Estonie depuis un an, mais ils quitteront le pays en mars, avant d'y revenir en 2023.

Police du ciel. Parallèlement, l'armée de l'air participe, dans le cadre d'un roulement au sein de l'Otan, aux missions de police du ciel (*Baltic Air Policing*) au-dessus des pays baltes. Ces trois Etats sont en effet dépourvus d'une véritable défense aérienne face à leur voisin russe.

L'engagement en Roumanie est concomitant du désengagement au Mali. La rapide et forte dégradation des relations entre les autorités maliennes et françaises, ainsi que le récent putsch au Burkina, ouvrent une période d'incertitudes. En juillet dernier, le président Macron avait annoncé le début du retrait français du Mali. La force Barkhane a déjà quitté le Nord malien (Tessalit, Kidal, Tombouctou) pour se recentrer sur Gao et la région des trois frontières. La TF européenne Takuba, sur laquelle Paris misait beaucoup, est désormais mise à mal, avec notamment le retrait de la Suède et du Danemark. Barkhane a compté jusqu'à plus de 5 000 hommes. Selon les plans initiaux, l'objectif était d'atteindre un effectif de 3 000 hommes en 2023, mais les choses pourraient évoluer différemment.

L'état major des armées redoute d'être contraint à un départ précipité du Mali. La manœuvre logistique de désengagement d'une force telle que Barkhane est, en elle-même, complexe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

La Corée du Nord lance son plus puissant missile depuis 2017

Il s'agit du septième essai mené par le régime de Pongyang depuis le début de l'année.

Par L'Obs avec AFP - Publié le 30 janvier 2022 à 11h47 - Temps de lecture 3 min

La Corée du Nord a lancé ce dimanche 30 janvier son plus puissant missile depuis 2017, selon Séoul, qui estime que Pyongyang pourrait bientôt mettre à exécution sa menace de reprendre ses essais nucléaires ou de missiles balistiques intercontinentaux.

Cet essai d'armement est le septième mené par le régime de Pyongyang depuis le début de l'année. La dernière fois que la Corée du Nord avait effectué autant de tirs en si peu de temps remonte à 2019, après l'échec de négociations entre son leader Kim Jong Un et le président américain de l'époque Donald Trump.

La Corée du Sud a averti dimanche que le Nord était en train de suivre « *une voie similaire* » à celle de 2017, quand les tensions étaient à leur comble dans la péninsule coréenne.

Pyongyang « *est proche de rompre le moratoire* » auto-imposé sur les essais nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux, a jugé le président sud-coréen Moon Jae-in dans un communiqué.

Tombé en mer du Japon

L'état-major interarmes sud-coréen a indiqué avoir, dimanche à l'aube, « *détection un missile balistique à portée intermédiaire tiré à un angle élevé vers l'est* ». Un tir à un angle élevé signifie que le missile n'atteint pas sa portée maximale.

Le missile a été tiré depuis la province septentrionale de Jagang, d'où la Corée du Nord a lancé ces derniers mois ce qu'elle a présenté comme des missiles hypersoniques. Il a atteint une altitude maximale de 2 000 km et a parcouru environ 800 km en 30 minutes avant de tomber en mer du Japon, a précisé l'état-major.

« *La Corée du Nord avait effectué des tests similaires pour ses technologies naissantes en matière de missiles de longue portée en 2017* », a tweeté Chad O'Carroll, du site spécialisé NK News : « *Cela sous-entend que l'essai d'aujourd'hui concernerait un missile de ce genre, ou peut-être quelque chose de nouveau. En d'autres termes, c'est une grosse information.* »

Le dernier missile de ce type à avoir été testé par Pyongyang était le Hwasong-12, qui avait parcouru 787 km et atteint une altitude maximale de 2 111 km en 2017. A l'époque, les analystes avaient calculé que ce projectile avait la capacité de parcourir 4 500 km, et donc d'atteindre l'île de Guam, un territoire américain dans l'océan Pacifique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Menaces

Le régime nord-coréen a menacé le 20 janvier de reprendre ses essais nucléaires ou de missiles, s'y disant contraint par la politique « *hostile* » des Etats-Unis à son égard. Depuis l'investiture du président Joe Biden en janvier 2021, Pyongyang a rejeté les différentes propositions de dialogue faites par Washington. Et Kim Jong Un a réaffirmé en décembre que sa priorité était de moderniser l'arsenal du pays.

L'essai de dimanche constitue une « *violation claire* » des résolutions de l'ONU, a déclaré un porte-parole du département d'Etat américain à l'agence Yonhap.

Economie à genoux

Pyongyang se prépare à célébrer le 80e anniversaire de la naissance du père de Kim, le défunt Kim Jong Il, en février, puis le 110e anniversaire de son grand-père, Kim Il Sung, le dirigeant fondateur du pays, en avril.

La multiplication des essais d'armes survient à un moment où l'économie nord-coréenne est à mise à genoux par les sanctions internationales et par quasiment deux ans de fermeture des frontières au nom de la lutte contre le Covid-19.

« *Le régime de Kim est à l'écoute de ce qui se dit à l'extérieur à propos de sa faiblesse interne* », explique Leif Easley, professeur à l'Université Ewha. « *Alors il veut rappeler à Washington et à Séoul que toute tentative pour le renverser serait bien trop coûteuse.* »

Par L'Obs avec AFP

Contexte « non-permissif », avec une dégradation de la sécurité

L'armée française bascule progressivement vers le Niger, où elle est déjà très présente sur la base aérienne de Niamey. Parallèlement, les forces françaises prépositionnées à Dakar (Sénégal), Abidjan (Cote d'Ivoire) et Libreville (Gabon) pourraient être renforcées, à hauteur d'une compagnie (environ 150 hommes).

L'état major des armées redoute d'être contraint à un départ précipité du Mali. La manœuvre logistique de désengagement d'une force telle que Barkhane est, en elle-même, complexe. Elle le serait d'autant plus dans un contexte « non-permissif », avec une dégradation de la sécurité. Samedi 22 janvier, la base de Gao a ainsi été attaquée par une dizaine de tirs de mortiers – qui ont tué un soldat français. Autant que la menace des IED (engins explosifs), les populations locales pourraient poser un vrai problème aux militaires français. On se souvient qu'au Burkina, des manifestants avaient, en novembre, bloqué pendant plusieurs jours un convoi logistique français. La semaine dernière, un autre convoi français l'a été, au Mali, pendant quelques heures. Un départ dans de telles conditions serait, non seulement très difficile à gérer, mais catastrophique en terme d'image.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

Maroc: pourquoi Mohammed VI se rapproche de la Chine

Par Pascal Airault - 06 janvier 2022 à 17h45

Vendant son accès préférentiel aux marchés européens et africains, Rabat a signé mercredi avec Pékin une convention pour la mise en œuvre des « Nouvelles routes de la soie »

Sipa Press

Les faits -

Le Maroc et la Chine ont signé mercredi une convention de partenariat pour la mise en œuvre du projet stratégique chinois des « Nouvelles routes de la soie ». Cette convention a été paraphée par le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, et le vice-président de la Commission nationale pour le développement de la réforme, Ning Jizhe, lors d'une cérémonie organisée par visioconférence.

« Le royaume met en scène la diversification de ses partenariats à l'heure où la relation s'est refroidie avec ses partenaires traditionnels comme l'Espagne, la France ou l'Allemagne », confie un proche des autorités marocaines. C'est le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, qui se charge de la partition médiatique. En décembre, il s'est rendu à Budapest pour une série d'entretiens avec ses homologues des pays du groupe de Visegrad, ponctuée par une séance de football au stade Ferenc Puskas. C'est encore lui qui a signé mercredi la convention de partenariat pour la mise en œuvre des « Nouvelles routes de la soie », initiative stratégique de construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports et de parcs industriels visant à améliorer les liaisons entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

Cette convention doit favoriser l'accès aux financements chinois pour réaliser de grands projets au Maroc. Elle doit aussi faciliter les échanges commerciaux, la création de joint-ventures dans les secteurs industriels et énergétiques, la recherche et la coopération technologique. Pékin s'est engagé à encourager ses entreprises à investir dans le royaume. Rabat vend aussi son accès préférentiel et sa proximité des marchés européens et africains pour attirer les investissements chinois, encore timides par rapport à ceux réalisés chez le voisin algérien. « Les investissements directs de la Chine ont atteint 380 millions de dollars », a précisé Ning Jizhe.

Lire aussi

Ce que veut obtenir Mohammed VI grâce à son accord de défense avec Israël

Le plan de Mohammed VI pour lever les verrous de l'économie marocaine

Sahara occidental: Mohammed VI met la pression sur le gouvernement espagnol

Offensive culturelle. Depuis 2013, Rabat et Pékin ont intensifié leurs relations. La Banque d'import-export chinoise, Exim Bank, a ouvert en 2015 un bureau de représentation dans le royaume. La même année, les autorités marocaines organisaient le premier sommet sino-africain des entrepreneurs à Marrakech. « Nous avons mis en place une véritable stratégie à destination de la Chine », expliquait à l'époque Moulay Hafid Elalamy, l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce.

Les échanges bilatéraux sino-marocains sont passés de quatre milliards de dollars en 2016 à six milliards en 2021. Plus de 80 projets d'investissements chinois sont actuellement en développement. La Chine est particulièrement présente dans le secteur de la pêche, des télécoms — avec Huawei qui a ouvert un bureau régional dans le pays —, dans la construction automobile et dans les infrastructures. Elle mène une offensive culturelle à travers l'Institut Confucius, le soutien aux librairies, la réalisation de contenus pour enfants, des traductions de livres et l'octroi de bourses.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

La médiatisation du rapprochement du Maroc avec la Chine doit aussi être analysée dans le cadre de la compétition entretenue avec l'Algérie pour rallier à leurs positions des soutiens sur le territoire disputé du Sahara occidental. Selon le site d'information spécialisé Defensa.com, le royaume aurait acquis le système chinois de défense anti-aérienne FD-2000B et l'aurait déployé sur le site de Sidi Yahya El Gharb. Le Maroc aurait aussi acheté 24 missiles sol-air auprès de Norinco.

KAZAKHSTAN : encore une révolution que personne n'a vu venir

Face aux manifestations qui se sont transformées en émeutes au début janvier, le président kazakh Kassym-Jomart Tokaïev a fait appel à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Il a décrété l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire du Kazakhstan désignant les manifestants comme des « bandes de terroristes » ayant suivi « une formation à l'étranger ».

Selon Radio Free Europe (media d'influence américain), ce sont surtout des problèmes structurels tels que les inégalités et les incertitudes sociales dans la société associées à des promesses de réforme non tenues, qui constituent le fondement des événements. « Les protestations actuelles – d'une ampleur inédite au Kazakhstan – sont une expression publique de la méfiance envers le gouvernement. Et il semble que les promesses en demi-teinte et les concessions partielles que les autorités font au peuple kazakh ne fonctionneront pas ».

Le 2 janvier, des manifestations ont éclaté dans la ville d'Aktau sur la mer Caspienne avant de s'étendre à Almaty, la capitale économique du pays. La raison qui a mis le feu aux poudres a été l'annonce d'une hausse des prix du gaz naturel liquéfié [GNL]. Cela préfigurait une augmentation de l'inflation laquelle avoisine déjà les 9%.

Dans un premier temps, le président Tokaïev a tenté d'apaiser la situation en annonçant une stabilisation du prix du GNL et en acceptant la démission de son gouvernement. Il a également démis de son poste de président du Conseil de sécurité l'ancien président Noursoultan Nazarbaïev (1990 à 2019) dont la foule demandait le départ avec le slogan « Shal Ket » (dehors le vieux). Afin de rompre définitivement avec l'ancien régime contesté, il a aussi limogé Karim les infrastructures stratégiques du pays. La durée de leur présence devrait être limitée dans Massimov, pourtant un de ses proches, de ses fonctions à la tête du Comité de la Sécurité nationale. C'est lui qui faisait la liaison entre le nouveau pouvoir et les caciques du précédent.

Mais cela n'a pas suffi à ramener le calme. Le 5 janvier, de véritables émeutes ont eu lieu en particulier à Almaty. En fin de journée, Tokaïev a demandé officiellement l'aide de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) une organisation à vocation politico-militaire fondée le 7 octobre 2002 entre l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan.

Le 6 au matin, les premiers bilans des manifestations violentes sont tombés : 18 membres des forces de l'ordre tués (dont on a retrouvé au moins deux dépouilles décapité) et plus de 750 blessés. Plus de mille civils auraient été blessés. Mais le bilan pourrait être bien plus élevé des « dizaines d'assaillants » ayant été déclarés « éliminés ». De nombreux bâtiments officiels dont des bureaux du parti présidentiel Nour-Otan ont été attaqués et certains incendiés. La police a évoqué l'arrestation de 2.000 personnes rien qu'à Almaty.

La situation restait délicate à décrire pour les médias du fait de coupures très fréquentes d'Internet. Comme par miracle, le réseau a été restauré durant le discours du président kazakh le 5 au soir avant d'être coupé à nouveau. Par contre, aucune perturbation n'a été signalée dans les pays voisins par où transitent les câbles kazakhs.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

L'OTSC a répondu favorablement à la demande du pouvoir. Une « force collective de maintien de la paix » composée majoritairement de militaires russes de la 103e brigade aéroportée de Vitebsk des forces d'opérations spéciales et de la 45e brigade spéciale distincte des forces aéroportées a commencé à être déployée au Kazakhstan le 6 janvier. Le média kazakh Tengrinews relève que les militaires auront pour mission à aider à maintenir la stabilité et garder le temps.

Dans le détail, les troupes envoyées au Kazakhstan sont ainsi en grande majorité russe (2.500 hommes) avec quelques 300 Biélorusses, 200 Tadjiks, 70 Arméniens. L'Ouzbékistan et le Turkménistan, non membres de l'OTSC soutiennent officiellement le gouvernement kazakh mais n'ont pas annoncé le déploiement de forces.

Le Kazakhstan est riche de réserves de pétrole, de gaz naturel et d'uranium. Depuis son indépendance, il a connu un essor économique important mais s'est dégradée depuis plusieurs années et la crise provoquée par la Covid-19 n'a pas arrangé les choses. Le rêve du « modèle singapourien » d'ouverture prospère sur le monde semble s'être évanoui.

Moscou considère ce pays comme faisant partie de son « pré carré » et indispensable à la sécurité de la Russie. Pour mémoire, il abrite le cosmodrome de Baïkonour (et trois autres implantations russes, voir carte en fin de texte) et entretient des relations privilégiées avec Moscou d'autant que sa population compte presque 20% de citoyens d'origine russe. Après son indépendance, le Kazakhstan a rejoint la Communauté des États indépendants [CEI] et a été l'un des membres fondateurs de l'OTSC. Le 22 décembre 2021, Noursoultan (ex-Astana jusqu'en 2019) a ratifié un accord de sécurité avec Moscou en matière de renseignement, de lutte contre le terrorisme et de cyberdéfense. Si Moscou est intervenu si rapidement, c'est pour éviter une « dérive à la syrienne » en référence à la révolte de 2011(1) qui avait dégénéré en révolution. Le souvenir des « révolutions de couleur » est également présent dans l'esprit du Kremlin. À noter que la Chine (qui considère que ce qui se passe est une affaire interne au Kazakhstan) n'a pas été sollicitée pour venir soutenir le régime kazakh ce qui constitue un signe politique fort pour les ex-Républiques d'URSS. Quand, le problème est grave, elles savent vers qui se tourner et ce n'est pas le partenaire économiquement le plus intéressant qui compte à ce moment là.

Dirigé d'une main de fer de 1990 à 2019 par le président Noursoultan Nazarbaïev, le Kazakhstan s'est aussi rapproché de l'Otan, en rejoignant en 1994 son « Partenariat pour la paix ». Son premier partenaire commercial est l'Union européenne avec 18,6 milliards d'euros d'échanges en 2020 qui appelle à la « modération » de toutes les parties. Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a contacté son homologue kazakh Moukhtar Tleouberdi et « exprimé le soutien américain aux instituts constitutionnels » de la république mais a mis en garde Moscou contre toute action allant à l'encontre des Droits humains.

Le Kazakhstan entretient aussi des relations étroites avec la Turquie lui ayant acheté des drones et des blindés. Pour le moment, Ankara soutient le pouvoir en place à Noursoultan.

1. À la différence des Occidentaux, les Russes ne se mêlent pas directement de qui est au pouvoir dans les pays où ils interviennent. Plus cyniquement, pour eux peu importe qui est aux manettes tant que les intérêts de Moscou sont préservés. La rumeur dit que le président Poutine apprécie peu ses homologues Alexandre Loukachenko (Biélorussie), Ramzan Kadyrov (Tchéchénie) et Bachar el-Assad mais « il fait avec » car il a besoin d'eux.



Crise au Kazakhstan : entre alliances diplomatiques et intérêts stratégiques, pourquoi la Russie intervient-elle ?

Moscou, qui entretient des liens étroits avec son voisin, intervient à la demande du président kazakh et défend au passage ses intérêts stratégiques dans la région.

Article rédigé par France info - France Télévisions - Publié le 08/01/2022 07:01 Mis à jour le 08/01/2022 07:06



Le président russe Vladimir Poutine prononce un discours au Kremlin, à Moscou, le 7 juillet 2021. (ALEXEY NIKOLSKY / SPUTNIK / AFP)

"L'opération antiterroriste se poursuit, les militants n'ont pas déposé les armes. Ceux qui ne se rendent pas seront éliminés." Le président kazakh, Kassym-Jomart Tokaïev, a encore intensifié, vendredi 7 janvier, la répression violente du mouvement de contestation qui secoue son pays depuis une

semaine. Il a autorisé les forces de sécurité à *"tirer pour tuer"* afin d'étouffer les émeutes et a exclu de négocier avec les manifestants. Pour écraser les manifestations, le pouvoir peut en outre compter sur l'arrivée d'un contingent de troupes russes et d'autres pays alliés de Moscou.

Cette intervention inquiète les Etats-Unis, qui ont mis en garde les troupes russes contre toute violation des droits humains ou velléité de *"prise de contrôle"* des institutions du pays. Mais pourquoi le Kremlin a-t-il décidé de déployer des soldats au Kazakhstan en quelques heures à peine ? Quels intérêts la Russie détient-elle dans le pays ? Eléments de réponse.

Parce que son allié kazakh a demandé de l'aide

L'envoi de troupes russes au Kazakhstan se fait dans le cadre du déploiement d'une *"force collective de maintien de la paix"* de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), un groupe de six Etats né après la chute de l'URSS. Un premier contingent de 2 500 militaires est arrivé sur place jeudi 6 janvier. Sa mission sera de *"protéger les installations étatiques et militaires"* et *"d'aider les forces de l'ordre kazakhes à stabiliser la situation et rétablir l'Etat de droit"*, a précisé l'OTSC. Ce déploiement sera limité dans le temps, ajoute le New York Times (article en anglais).



Des parachutistes russes embarquent à bord d'un avion à destination du Kazakhstan, le 6 janvier 2021, à Moscou. (RUSSIAN DEFENCE MINISTRY / AFP)



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Selon le *Washington Post**, c'est la première fois que l'OTSC mène une action militaire conjointe depuis sa création. *"Lors de la crise au Kirghizistan en 2010, le pays avait appelé l'Organisation (...), dont la Russie est l'acteur principal, au secours du gouvernement et ils se sont bien gardés d'intervenir"*, relève Jean de Gliniasty, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et ancien ambassadeur de France en Russie.

En théorie, le traité ne peut d'ailleurs être activé qu'en cas d'agression par un pays tiers. Le président Tokaïev a donc justifié sa demande en affirmant que la contestation, entamée le 2 janvier face au doublement du prix du GPL qui alimente la majorité des véhicules du pays, était menée par des *"terroristes"* soutenus et dirigés depuis l'étranger, rapporte le *Guardian* (article en anglais). Le quotidien britannique note que, cette fois, l'intervention de l'OTSC a été décidée *"en quelques heures"*.

"Même si certaines tensions ont pu apparaître dans la relation entre la Russie et le Kazakhstan ces dernières années, les deux pays restent très imbriqués, analyse Michaël Levystone, spécialiste de l'Asie centrale à l'Institut français des relations internationales (Ifri), dans un entretien à L'Express (article abonnés). Ce sont deux partenaires stratégiques, au sein de l'OTSC mais aussi au sein d'autres organisations régionales importantes, comme l'Union économique eurasiatique (UEE) ou l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Pour Vladimir Poutine, il est primordial d'éviter l'effondrement du Kazakhstan."

Parce que Moscou a des intérêts stratégiques à défendre dans le pays

Moscou n'intervient pas au Kazakhstan uniquement pour prêter main forte à un gouvernement allié. La Russie *"a des intérêts très importants"* chez son voisin, rappelle Jean de Gliniasty, de l'Iris. Sur le plan économique, le Kazakhstan est *"son premier partenaire commercial en Asie centrale, avec une immense frontière commune de plus de 7 000 kilomètres"*, ajoute Michaël Levystone, dans les colonnes du *Point*.

C'est aussi chez son voisin, à Baïkonour, que la Russie a installé la gigantesque base spatiale d'où elle lance satellites et fusées. *"Cela représente quasiment deux ou trois départements français. C'est un énorme territoire avec toutes les installations spatiales"*, détaille Jean de Gliniasty. Louée au Kazakhstan pour *"environ 100 millions d'euros par an"* selon *La Croix*, Baïkonour est régie par les lois russes et sa monnaie est le rouble. Elle est essentielle aux voyages en direction de la Station spatiale internationale ainsi qu'au développement du tourisme spatial, dans lequel s'est récemment lancée la Russie.



Une fusée Soyouz MS-20, avec à son bord le milliardaire japonais Yusaku Maezawa, s'apprête à décoller de la base de Baïkonour (Kazakhstan), le 8 décembre 2021.
(KIRILL KUDRYAVTSEV / AFP)



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 30

Avec cette intervention militaire, le Kremlin défend enfin des intérêts culturels. Le Kazakhstan compte une importante minorité russophone (18,5% de la population), principalement installée dans le nord du pays. *"Il existe, du côté de Moscou, une volonté de consolider le pôle d'influence russe en Asie centrale que constitue le Kazakhstan, souligne Michaël Levystone auprès de L'Express. Concernant la langue, il existe une vraie crainte de voir le russe perdre du terrain dans ce pays."*

Parce que le Kremlin veut préserver son influence dans la région

L'intervention russe au Kazakhstan s'inscrit, plus largement, dans la stratégie déployée par Moscou pour maintenir son influence auprès des pays issus de l'éclatement de l'URSS. Andrey Kortunov, directeur du think tank nommé Conseil russe des affaires, explique ainsi au *Wall Street Journal* (article en anglais) que *"la priorité de l'exécutif russe est la stabilité, le maintien des régimes favorables à la Russie"*.

"Depuis la fin 2020, Moscou a soutenu le leader biélorusse contre un mouvement de contestation, arrêté une guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et (...) massé des troupes à la frontière avec l'Ukraine, que la Russie avait envahie huit ans auparavant", rappelle encore Reuters (article en anglais). De la même manière, Vladimir Poutine veut s'imposer, avec cette intervention militaire, comme un acteur incontournable de la région. *"Si Tokaïev devait son salut à l'OTSC, et donc à la Russie, cela se traduirait effectivement par un regain d'influence politique de Moscou au Kazakhstan"*, décrypte Michaël Levystone.

Dans un pays qui s'efforce depuis trente ans de maintenir sa souveraineté face à Moscou, l'appel à l'aide du président kazakh est *"un signal principalement envoyé à la Russie qui consiste à faire acte d'allégeance"*, confirme à France 24 Marie Dumoulin, directrice du programme Europe élargie du Conseil européen des relations internationales.

"Le résultat, c'est que Tokaïev, s'il se maintient au pouvoir, risque de devenir la marionnette de Moscou. Tout comme Loukachenko en Biélorussie. Il s'agirait d'une évolution, car le Kazakhstan a toujours eu peur de se faire phagocyter."

Michaël Levystone, chercheur à l'Ifri au "Point"

Barochez - Le grand jeu de Poutine en Asie centrale

ÉDITO. *En intervenant militairement au Kazakhstan, la Russie conforte sa position face à la Chine et aux États-Unis dans une période critique.*



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31



Vladimir Poutine lors d'une visioconférence sur la situation au Kazakhstan, dans sa résidence de Novo-Ogariovo, le 10 janvier 2022.

© ALEKSEY NIKOLSKYI/SPUTNIK VIA AFP -
Par Luc de Barochez - Publié le 11/01/2022 à 09h10

Russie et de la Chine, au sous-sol riche en hydrocarbures et en minerais. Une protestation populaire contre la hausse du prix de l'énergie et la corruption des dirigeants a dégénéré en émeutes faisant plus de 160 morts puis en crise de régime et, enfin, en accès de fièvre internationale, avec l'envoi de parachutistes par Moscou et ses alliés pour conforter le satrape local.

Vladimir Poutine a frappé vite et fort parce que l'effervescence chez son voisin du sud est grosse de dangers pour lui. Elle expose la fragilité du « glacis » de régimes autoritaires qu'il érige autour de la Russie pour se protéger tant bien que mal de la contagion démocratique. Et cela à un moment critique : engagé dans un bras de fer avec les Américains et les Européens à propos de l'Ukraine, le maître du Kremlin ne peut se permettre aucune démonstration de faiblesse.

Les soubresauts du Kazakhstan illustrent les risques politiques liés à la poussée de l'inflation, dans des systèmes politiques où la grogne populaire, sur fond de lassitude face au Covid-19, ne dispose pas de canal pour s'exprimer. En Russie aussi, les prix flambent : + 87 % pour le chou en 2021, + 74 % pour la pomme de terre, selon l'institut Rosstat. Un phénomène dû en grande partie à l'interdiction faite par le président russe d'importer des produits alimentaires de l'Occident, en représailles aux sanctions qui lui ont été infligées après l'annexion de la Crimée. L'arme des contre-sanctions se retourne contre lui.

Purge

Les remous dans la plus vaste république ex-soviétique d'Asie centrale témoignent enfin de la grande difficulté d'un État autocratique à rester stable en période de succession – et ce n'est pas de bon augure pour la Russie après vingt-deux ans de poutinisme. Le président kazakh, Kassym-Jomart Tokaïev, a saisi l'occasion des troubles pour déclencher une purge, écarter son prédécesseur, Noursoultan Nazarbaïev, qui continuait à tirer les ficelles depuis sa semi-retraite commencée en 2019, et faire arrêter un protégé de celui-ci, le patron des services de sécurité, Karim Massimov, désormais accusé de trahison. Pour Poutine, le Kazakhstan est un enjeu considérable, et pas seulement parce que le régime en place ressemble par de nombreux traits au sien. La Russie partage avec ce pays sa plus longue frontière (environ 7 500 kilomètres).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Quelque 3,5 millions de Russes y vivent, soit près d'un cinquième de la population. Il abrite le cosmodrome de Baïkonour et le site d'essai de missiles antimissiles de Sary Chagan. Surtout, sa position géographique en fait le terrain privilégié de luttes d'influence que Moscou mène avec la Chine, qui y déroule ses nouvelles routes de la soie, avec les États-Unis, qui y ont investi des dizaines de milliards de dollars ces dernières années, avec l'Europe, qui s'y approvisionne en pétrole et en uranium, et avec la Turquie, qui voit le Kazakhstan comme un « pays frère » turcophone et musulman.

En intervenant, Vladimir Poutine a ancré un peu plus le Kazakhstan dans l'orbite russe. En sauvant le président Tokaïev, il en a fait son obligé. En rétablissant l'ordre, il s'est montré indispensable à la Chine, qui craignait que la rébellion kazakhe contamine sa région voisine du Xinjiang, et qui était certainement heureuse de lui laisser faire le sale boulot à l'approche des Jeux olympiques de Pékin. Mais nul ne sait combien de temps Tokaïev, devenu un simple proconsul russe, pourra tenir à la tête d'une population travaillée par le nationalisme et l'islamisme. Son sauvetage par la Russie prolonge et complique la crise locale. En outre, il soulève une question clé : le jour où Poutine lui-même quittera la scène, qui volera au secours de son propre régime ?

Sombres perspectives pour 2022

Depuis l'éclatement de la crise sécuritaire au Sahel en 2012, la situation n'a cessé de se dégrader. Le djihadisme, initialement limité au Nord du Mali, s'est depuis étendu à 75 % de son territoire, avant de toucher le Burkina Faso et le Niger. Cette diffusion de l'idéologie salafiste et le recours aux armes qui l'accompagne s'explique notamment par « le double rejet radical de l'Occident et de l'État moderne » (1). Le phénomène s'est aussi considérablement complexifié. En effet, aux mouvements armés djihadistes initiaux affiliés à Al-Qaïda s'est ajouté en 2016 l'EIGS (État islamique au Grand Sahara) affilié à Daech et dirigé par Abu Walid Al-Saharaoui (tué par « Barkhane » en août 2021). En réaction, les mouvements affiliés à Al-Qaïda se sont fédérés en 2017 sous le nom de JNIM (ou GSIM, groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans), dirigés par le Touareg Iyad Ag Ghali, l'un des leaders historiques de la tribu des Ifoghas. Si le JNIM est plus pragmatique, l'EIGS semble plus radical. Ces deux groupes se partagent aujourd'hui le territoire mais s'affrontent aussi localement.

L'année 2021 a ainsi vu plusieurs transformations importantes : l'annonce de la « fin de Barkhane » en faveur d'un nouveau dispositif plus réduit ; la montée d'un sentiment d'hostilité à l'égard de la politique française ; et enfin, la multiplication d'accords locaux avec des groupes djihadistes affiliés au JNIM—au Mali comme au Burkina Faso—ainsi que la relance d'une possible négociation au niveau national malien.

Par ailleurs, l'accord d'Alger censé assurer la paix et la réconciliation au Mali—tout au moins avec les groupes armés ex-séparatistes dans le Nord—n'a pas connu de déblocage et reste menacé de pourrissement avec les risques sécuritaires et d'intégrité territoriale que cela représente. Les groupes armés signataires ont constitué une sorte d'armée parallèle dans la région de Kidal, dominée par la CMA (coordination des mouvements de l'Azawad), soupçonnée de connivence avec les djihadistes. Les mouvements armés signataires ex-rebelles et loyalistes se sont rapprochés en septembre 2021 pour former ensemble le « Cadre stratégique permanent »,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

CSP, dominé par des nomades Touaregs et Arabes et où les communautés majoritaires du septentrion malien (Songhaïs, Peuls, Bellahs) sont peu représentées.

La poursuite de l'insécurité

Malgré les actions militaires pour combattre les différents groupes djihadistes (2), le Sahel a poursuivi en 2021 sa trajectoire de descente aux enfers. Selon l'ACLED (3), sur la période allant du 01/01/2020 au 11/06/2021, le nombre de morts (civils et militaires) par attaques terroristes aurait été de 873 au Mali, 750 au Burkina Faso et 676 au Niger. Cela sans compter les victimes civiles des exactions des forces armées locales. En effet, selon la MINUSMA (4) en 2020, les forces armées maliennes auraient tué plus de civils que les djihadistes.

Les causes de cette violence sont multiples : difficile restauration de l'autorité et de la légitimité des États sur l'ensemble de leurs territoires ; multiplication des conflits inter et intracommunautaires non arbitrés et aggravés par la circulation d'armes légères ; absence de perspective d'intégration pour la jeunesse rurale. Parallèlement, les inégalités, le chômage, la pression démographique, la détérioration des sols et le changement climatique obstruent l'avenir de la jeunesse locale, alimentent les foyers de recrutement des extrémistes violents, appuyés par les menaces terroristes à l'égard de ceux qui résisteraient à l'appel du djihad. Les djihadistes et autres groupes armés (ex-séparatistes, milices d'auto-défense, bandits divers) disposent par ailleurs de ressources financières, provenant de rançons, de divers trafics ou de l'orpaillage, qui leur permettent de payer et d'équiper leurs combattants. Les groupes affiliés au JNIM recevraient ainsi une aide ponctuelle d'Al-Qaïda, et il en est de même pour ceux de l'EIGS via Daech. Les djihadistes ont une connaissance fine de la sociologie locale et instrumentalisent les conflits locaux entre pasteurs semi-nomades et agriculteurs, ou encore entre Peuls descendants d'esclaves (les rimaïbés) et Peuls nobles pour assurer leur propagande salafiste, leur domination et leur mobilité. Ils peuvent ainsi assurer localement des services de justice et de sécurité aux populations taxées de la zakât ou impôt islamique.

On peut même se demander si l'émirat islamique revendiqué par les djihadistes n'est pas devenu une alternative crédible à un modèle d'État—ressenti comme imposé par les Occidentaux et en particulier par l'ancienne puissance coloniale—considéré comme dysfonctionnel et accusé d'abandonner les populations. La justice formelle d'importation est aussi moins efficace que l'application rapide de la charia pénale, préférée à l'impunité. Cette perception reflèterait peut-être la fin d'un cycle historique, avec la volonté de se réapproprier l'espace local sur une base endogène, même violente et coercitive.

La poursuite de l'effort militaire français de l'opération « Barkhane », malgré des coups sévères portés à de nombreux chefs djihadistes, ainsi que les initiatives régionales comme la force conjointe du G5 Sahel, les formations militaires données par l'Union européenne (EUTM) ou encore le saupoudrage de l'aide au développement ou même l'Accord d'Alger de 2015 « pour la paix et la réconciliation au Mali » n'ont en tout cas pas abouti aux résultats escomptés. Néanmoins, la réponse militaire s'est progressivement enrichie au fil des sommets des chefs d'État du G5 Sahel, pour envisager une réponse multidimensionnelle (écoute et besoins des populations, services publics de proximité, gouvernance, transition démographique) en vue de traiter la diversité des situations socio-économiques et socio-politiques. Malheureusement, cette prise de conscience, suivie d'annonces locales et d'injonctions occidentales (principalement françaises), ne se traduit clairement pas dans les faits et sur le terrain. Celui-ci reste largement incontrôlé, essentiellement parce que les États sahéliens sont faibles, sans ressources, démunis et dysfonctionnels.



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

La transformation du dispositif militaire

Le 10 juin 2021, le président français Emmanuel Macron a annoncé des modifications du dispositif militaire français au Sahel et a évoqué la fin de l'opération « Barkhane », tout en précisant : « Cette transformation se traduira par un changement de modèle ».

Dans cette perspective, les 5100 soldats français présents au Sahel seront ramenés à 3000 d'ici 2023. Les Français se retirent des bases militaires du Nord du Mali à Tessalit, Kidal et Tombouctou, dès octobre 2021 pour Kidal. L'ensemble des forces sont redéployées principalement vers la base de Gao au Mali et la base aérienne 101 de Niamey au Niger, sur la zone dite des Trois Frontières (Mali-Burkina-Niger), où le groupe EIGS est le plus actif.

Il n'y a donc pas de fin de « Barkhane »—une annonce ambiguë qui a suscité certains malentendus—mais un changement du dispositif pour se rapprocher des armées locales et pour faire venir d'autres partenaires européens (actuellement 600 militaires) dans la force Takuba, ensemble de forces spéciales appuyant plus directement les armées locales afin de se concentrer sur la montée en puissance des armées africaines. Mais cette transformation utile est arrivée un peu tardivement. D'une part car l'action militaire étrangère atteint ses limites et aussi parce que le drapeau européen aurait été plus facilement accepté que celui de l'ancien colonisateur. Mais il reste important que « Barkhane » évolue et apparaisse en appui, en mettant en avant les armées locales. Une certaine hybridation entre les militaires français et les armées locales apparaît aujourd'hui nécessaire pour éviter un rejet croissant de « Barkhane ».

Un rejet de la politique française au Sahel

Ce sentiment demeure néanmoins différent d'un pays à l'autre de la région :

- Au Mali, la crise était latente depuis plusieurs années, mais s'est aggravée depuis le second coup d'État des Colonels (mai 2021) et les décisions du président Macron sur la réorganisation de « Barkhane ».

En effet, il y avait déjà un problème d'acceptation et de compréhension du dispositif militaire français. L'approche française était avant tout technique et sécuritaire, au détriment de l'aspect politique et donc d'une perception positive par les populations locales et par les autorités des pays du Sahel. Lorsqu'un dispositif militaire étranger, de surcroît venant de l'ancienne puissance coloniale, se maintient près de dix ans, la perception négative s'accroît, le retour de l'armée ex-coloniale étant perçu en soi comme une humiliation.

D'autre part, la population n'a pas compris que l'armée française, avec ses moyens techniques, ne parvienne pas à éliminer l'insécurité comme l'avait pourtant annoncé le président Hollande en visite au Mali en 2014. À cela s'est rajoutée une communication probablement mal adaptée de la part de la France.

En outre, une erreur initiale a pesé lourdement. En 2013, l'opération « Serval » a soutenu le mouvement touareg séparatiste du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) à Kidal, non pas pour soutenir le séparatisme, mais parce que les autorités françaises croyaient que ces rebelles pouvaient aider à combattre les djihadistes. Cette mauvaise prise en compte du contexte politique local a donc hérissé l'opinion publique au nom de la violation de la souveraineté nationale.

Depuis, l'incompréhension a tourné à l'hostilité à l'égard de la politique française dans des franges importantes de la population, à laquelle font écho les accusations publiques du Premier ministre malien Choguel Maïga à la tribune des Nations Unies (25 septembre 2021). Il a ainsi accusé la France « d'abandon en plein vol », de « décisions unilatérales » et a par ailleurs suggéré une duplicité française à Kidal.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

Les autorités maliennes ont depuis approché Moscou pour rechercher une alternative à Paris. Mais la Russie ne souhaite apparemment pas s'embourber au Mali et a recommandé ses mercenaires de la société privée Wagner. Cette possibilité présenterait néanmoins un coût financier et diplomatique très élevé pour Bamako, ces mercenaires étant rejetés par les partenaires du Mali. De plus, le résultat n'est pas garanti, comme on a pu le constater en Libye, où 1200 mercenaires russes n'ont pas réussi à donner la victoire au maréchal Haftar dans son offensive contre Tripoli au printemps 2021.

- Au Burkina Faso, la sensibilité est identique, mais n'est pas exprimée d'une façon officielle. Le président Kaboré avait cependant critiqué l'invitation au sommet de Pau [en décembre 2019, consacré à la lutte contre le terrorisme et à la présence militaire française au Sahel] et son ancien ministre de la Défense avait même accusé, en public, « Barkhane » d'être complice des djihadistes. Comme au Mali, la politique étrangère française est ressentie comme empiétant sur la souveraineté nationale, mais les autorités savent qu'elles ont besoin de « Barkhane », sans qui les djihadistes pourraient imposer leur victoire. En outre, il y a au Burkina Faso, l'héritage populaire et anti-impérialiste de Thomas Sankara et la présence de « Barkhane » froisse clairement ce sankarisme.

- Au Niger, les relations sont sans ombrage avec les autorités et le président démocratiquement élu, Mohamed Bazoum (ancien professeur de philosophie). Mais le pays, pratiquement le plus démuné de la planète, est confronté à d'immenses défis. Le chef d'État, avisé et énergique, appartient à une minorité arabe du pays et a failli être renversé par un coup d'État juste après son élection en février 2021. Une partie de la population nigérienne est contaminée par un salafisme assez radical. Le Niger avait été le seul pays du Sahel à connaître des émeutes violentes contre les églises et les commerces tenus par des chrétiens, causant cinq morts, lors de la publication des caricatures de Mahomet par Charlie Hebdo en 2015. Par ailleurs, c'est un pays vaste et pauvre, qui est menacé sur cinq de ses sept frontières, avec la présence de quatre principaux groupes : JNIM, EIGS, ISWAP et Boko Haram.

- Au Tchad, le ressentiment anti-français est moins perceptible. En effet, le pays est dominé, comme en Mauritanie, par un régime militaire depuis des décennies. Si ce sont les ethnies minoritaires et guerrières du Nord qui sont au pouvoir à N'Djamena, il y a toujours le risque qu'un autre groupe armé rival du Nord cherche à remplacer ceux qui détiennent le pouvoir. De son côté, la population sudiste n'a guère la possibilité de participer et de s'exprimer. Le général Mahamat Deby, fils de l'ancien président Idriss Deby et nouveau président du Tchad depuis avril 2021, doit d'abord assurer son autorité sur l'ensemble du pays depuis la mort de son père, tué lors d'affrontements avec un groupe rebelle. L'armée tchadienne a été la seule armée qui avait accompagné fortement « Serval » en 2013 et reste un allié solide de la France.

- En Mauritanie, les autorités ont réussi à empêcher le développement de l'insécurité sur leur territoire par un contrôle efficace du terrain et des islamistes radicalisés.

La négociation : une voie prometteuse ?

Au niveau local, par la force des choses, des négociations se sont imposées entre certaines milices communautaires et des djihadistes affiliés au JNIM, au Mali comme au Burkina Faso. Ceci a commencé dans le centre du Mali, région de Ségou et cercle de Niono, en octobre 2020, par des blocus de villes : Kourmari et Farabougou. Les djihadistes de la katiba Macina (relevant d'Amadou Koufa) ont accepté de lever le siège et d'arrêter leurs tueries par un accord de cessez-le-feu en mars 2021, puis un accord de paix en avril s'appliquant à douze municipalités et y imposant la charia, après la médiation du Haut Conseil Islamique du Mali. Il s'agit d'un accord fragile ayant connu une résurgence du conflit depuis juillet 2021.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

Au Burkina Faso, un processus semblable a commencé en novembre 2020 avec le blocus de la ville de Djibo dans le Nord (province du Soum). Une trêve a été observée entre l'armée nationale et les djihadistes pendant l'élection présidentielle de novembre 2020 à février 2021. Des zones ont été laissées sous contrôle djihadiste (Mansila dans le Nord-Est). Dans des localités dominées par l'EIGS, des amputations de mains et de pieds sur des voleurs présumés ont été constatées à Tin-Hama au Mali et Deou au Burkina-Faso (source ACLED).

Au niveau national, la question est en suspens. Au Mali, en raison de l'impasse de la solution militaire, de la lassitude de la population confrontée à l'insécurité, l'idée se répand que le djihadisme ne serait au fond qu'un problème local, politique ou religieux à régler par la palabre entre « frères Maliens » et sans ingérence étrangère. Mais, malgré deux forums nationaux (5) demandant de négocier avec Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa, ceci n'a pu être lancé officiellement, en dehors de la négociation ponctuelle d'octobre 2020 qui a permis d'échanger 4 otages (6) contre 200 djihadistes emprisonnés, plus une rançon payée. Une annonce apparemment officielle chargeant le Haut Conseil Islamique du Mali de négocier avec Iyad et Koufa, en octobre 2021, a été démentie peu après. On peut comprendre facilement ce nouveau rétropédalage (7). Il suffit en effet de mesurer les conséquences d'un éventuel accord avec les djihadistes du JNIM, car si Iyad en serait probablement demandeur, cela l'obligerait à rompre avec AQMI, dont il devrait alors se protéger. AQMI, dominé par des djihadistes algériens, et même affaibli par une série de revers militaires, ne pourrait qu'être opposé à un compromis contraire à sa raison d'être, sauf naturellement si ce compromis est en fait une capitulation pour Bamako. En cas de véritable compromis, le djihad local devrait alors rompre avec le djihad global d'Al-Qaïda. Iyad demanderait, au moins pour la forme, que la charia (dont les modalités peuvent varier) s'applique sur l'ensemble du Mali.

Mais il rechercherait surtout le leadership pour lui sur tout le septentrion malien (le pseudo Azawad). Il pourrait peut-être accepter une solution moins ambitieuse lui permettant d'entériner sa domination féodale sur la région de Kidal, dont il ferait une enclave autonome où la démocratie ne serait qu'un simulacre. Dans ce cas, le pouvoir de Iyad ne dépasserait probablement pas ses affidés Ifoghas et la région. Les plus importants groupes armés signataires de l'accord d'Alger, originaires de Kidal, non djihadistes mais d'inclination islamiste, se rallieraient, tandis que les autres signataires, notamment issus des tribus non Ifoghas et non Idnanes (8), seraient obligés de se soumettre, selon le principe « baise la main que tu ne peux pas couper ». On observerait alors peut-être un déblocage de l'accord d'Alger, avec des élections régionales sous contrôle des groupes armés, mais au profit d'un ou de plusieurs émirats islamistes pour les cinq régions du Nord. Les candidats à la présidence des régions, élus au suffrage universel direct selon l'accord d'Alger, seraient en effet désignés par les mouvements djihadistes. Il est néanmoins prévisible que cette solution ressemblerait à un démembrement difficilement acceptable du Mali, et que Bamako chercherait militairement à reprendre le contrôle de Kidal dès que possible, le cas échéant avec des mercenaires russes de la société Wagner.

La nécessité d'une approche globale

Par ailleurs, une partie importante des combattants actuels du JNIM, notamment ceux ralliés au leader peul Amadou Koufa et à Al Morabitoun ne pourraient sans doute renoncer aux armes que si un accord leur offrait d'importantes gratifications à travers un nouveau processus de désarmement-réinsertion à financer par la communauté internationale (9). Une majorité de djihadistes sont des jeunes désœuvrés dont l'insurrection a des causes d'abord économiques et sociales telles que l'accès au foncier, la concurrence non régulée entre pasteurs et agriculteurs, la gestion de l'eau ou le chômage. Ils n'ont rejoint les groupes armés que faute d'autre perspective. Mais comment offrir à ces jeunes analphabètes une insertion et des projets ? Comment assurer la loi et l'ordre alors que l'État est absent et perçu comme un adversaire ? Le réalisme oblige à admettre que les racines de l'extrémisme violent ne seraient guère traitées par la négociation avec les



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

djihadistes, même en voulant refaire un nouvel accord généreux pour tous les ex-combattants sur le modèle de l'accord d'Alger, dont on a d'ailleurs pu constater le blocage.

En outre, le JNIM n'est qu'une coalition de groupes assez autonomes poursuivant des buts divers avec des moyens différents. Ainsi l'imam Amadou Koufa a une conception de l'islam particulièrement radicale et n'hésite pas à attaquer des civils pour environ le tiers de ses attaques (soit 78 % des attaques du JNIM contre des civils). Iyad est plus pragmatique et politique, plus respectueux des populations. Il serait peut-être plus difficile d'amadouer Koufa que Iyad, qui a déjà signé des accords avec le gouvernement en 1992 et avait repris une vie civile.

Le processus devrait être complété par la recherche de compromis et de gratifications auprès de tous les chefs intermédiaires et combattants des milices Dozos (bambaras) et Dan Na Ambassagou (Dogons) qui pourraient s'y prêter, par des contacts au plus près des communautés locales et villageoises. Une proximité de l'État malien serait certainement bénéfique, mais encore faudrait-il que Bamako puisse offrir à ces personnes, généralement illettrées, des services et des perspectives d'emplois ou des avantages matériels. Un tel programme n'a encore pas été mis sur pied et nécessiterait un fort accompagnement de la communauté des donateurs, qui n'irait pas de soi, compte tenu de la réticence française actuelle au dialogue avec les extrémistes.

L'EIGS (État islamique au Grand Sahara), rejetant catégoriquement tout dialogue, attirerait à lui tous les mécontents qui, pour des raisons idéologiques ou matérielles, s'écarteraient d'un processus initié entre le gouvernement et Iyad. La paix ne serait donc nullement assurée.

Enfin, le départ partiel ou total des forces étrangères, en particulier de la force française Barkhane, sans doute incontournable dans la négociation, créerait un blocage ou bien une opportunité particulièrement propice aux groupes extrémistes (notamment l'EIGS) que l'armée malienne seule ne serait plus en mesure de contenir. C'est pourquoi Bamako n'envisage la possibilité d'un dialogue avec Iyad qu'avec beaucoup d'hésitations et tergiversations.

Pour ces différentes raisons, la négociation évoquée ne saurait être une panacée. Au mieux, elle diviserait un peu plus la nébuleuse djihadiste en y provoquant davantage de combats internes. Il serait toutefois nécessaire que Bamako conserve les moyens militaires de se protéger. La négociation pourrait néanmoins présenter l'avantage de mieux faire comprendre à une opinion publique décontenancée les véritables enjeux du conflit interne au Mali. Au pire, elle compliquerait encore le statut de Kidal sans aucunement améliorer la situation (ni celle du Burkina Faso et du Niger) ou même accélérerait le délitement du pays. Mais Bamako mesure ces risques et les autorités maliennes de la transition sont conscientes qu'une solution véritable ne peut être que globale, en traitant les dysfonctionnements économiques, sociaux et de gouvernance qui sont à la racine des insurrections locales et du djihadisme. Cela, tout en gardant un volet militaire et policier incontournable pour tenter d'assurer le respect de la loi et de l'ordre dans les territoires.

La question des milices

Le Burkina Faso, parce qu'il est moins étendu que le Mali, ressent encore plus fortement et directement la menace sécuritaire au niveau gouvernemental et donc la nécessité de trouver un apaisement ou un arrangement quel qu'il soit, compte tenu de la fragilité locale. La lutte contre les terroristes a été ainsi largement déléguée à de nombreuses milices supplétives, d'abord tolérées et appelées « koglweogos », puis officialisées depuis 2020 par une loi créant des « Volontaires pour la défense de la patrie » ou VDP (en



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

principe formés et armés par l'armée burkinabée). Ceci n'est pas sans problèmes : des régions entières ont été abandonnées par l'armée (bases militaires fermées dans la province de Soum à Baraboule, Tongomayel, Nassombou) et les VDP sont largement hors contrôle. Or ils sont essentiellement composés de civils appartenant à quelques ethnies sédentaires : Mossis, Foulse et Gourmantche, opposées aux pasteurs peuls, ce qui aggrave la déchirure du tissu national. Mais, par ce moyen, le régime du président Roch Kaboré, réélu au premier tour en novembre 2020 pour un deuxième mandat—et qui a déjà limogé ses ministres de la Défense et de la Sécurité en juin 2021 à cause de la dégradation sécuritaire —, évite au moins que ses militaires et forces de l'ordre soient directement tués en grand nombre par les djihadistes. Cela présenterait un risque pour la stabilité du régime et pourrait peut-être encourager un coup d'État militaire. La pire attaque a concerné cependant les civils avec 160 morts dans le village de Solhan en juin 2021. Près de 1,5 million de personnes sont aujourd'hui déplacées au Burkina Faso, dont 53 % d'âge scolaire. 2244 écoles sont fermées, affectant 304 564 élèves.

Au Mali, des milices communautaires existent aussi, comme les Dozos et le groupe dogon Dan Na Ambassagou, mais le gouvernement, conscient des risques d'exactions intercommunautaires, ne les encourage pas, sans les réprimer toutefois. Au Niger, les populations ayant tenté de résister aux djihadistes ont fait l'objet de massacres de masses, ce qui a également suscité des milices d'autodéfense dans les communautés djerma, touareg et arabe, dans 16 municipalités selon ACLED.

Au total, les perspectives demeurent sombres pour l'année à venir. Mais une meilleure entente entre les autorités sahéennes, en particulier maliennes, et leurs principaux partenaires, notamment la France, et une meilleure compréhension par ces derniers de la complexité du contexte local et de la nécessité d'apporter des solutions plus performantes, par exemple en renforçant directement les fonctions régaliennes des États sahéens, à commencer par les forces de sécurité, mais aussi les services publics locaux, serait de nature à stabiliser au moins la situation.

Notes

(1) Jean-Pierre Olivier de Sardan.

(2) Au moins 847 djihadistes ont été tués par Barkhane entre août 2014 et octobre 2021 selon la base de données JTIC.

(3) <https://acleddata.com/#/dashboard>

(4) Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

(5) Conférence d'entente nationale en 2017 et dialogue national inclusif en 2019.

(6) Dont la Française Sophie Pétronin, captive depuis 4 ans.

(7) Ce n'était pas la première tentative : l'imam Dicko avait déjà été chargé brièvement, en 2019, de la même mission par le Premier ministre du président IBK.

(8) Touaregs Imghads et Daoussaks, Arabes, Songhaïs...

(9) En plus de 13 000 combattants des groupes signataires de l'accord d'Alger que Bamako a promis de réinsérer avant fin 2022.

areion24.news



La LETTRE de ***l'UNC Isère***

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

IN MEMORIAM



Alexandre Martin



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Janvier 2022

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA MINISTRE DES ARMÉES

Paris, le 23 janvier 2022

Mort d'un soldat engagé dans l'opération Barkhane

La ministre des Armées a appris avec tristesse et émotion la mort au combat du brigadier Alexandre Martin, du 54ème régiment d'artillerie.

Le samedi 22 janvier, le camp français de Gao a été la cible de tirs d'une dizaine d'obus de mortier. Plusieurs soldats français ont été touchés par ces tirs, dont le brigadier Alexandre Martin. Malgré une prise en charge immédiate, il a succombé à ses blessures alors qu'il était opéré d'urgence à l'antenne médicale du camp.

La ministre s'incline avec un profond respect devant la mémoire du brigadier Martin, mort pour la France.

Le pronostic vital des autres blessés n'est pas engagé.

La ministre des Armées présente ses condoléances à la famille et aux proches du brigadier Martin. L'ensemble du ministère des Armées est à leurs côtés, ainsi qu'aux côtés du 54ème régiment d'artillerie. Elle s'associe à ses compagnons d'armes et à l'ensemble de la communauté militaire. Elle adresse également ses vœux de prompt rétablissement aux blessés.

La France reste déterminée à combattre le terrorisme qui sévit au Sahel et s'en prend aux populations civiles. La ministre des Armées salue l'engagement de tous les militaires déployés sur le terrain pour combattre les groupes armés terroristes.